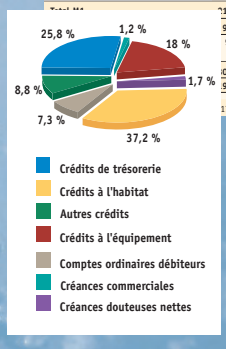
INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

IEOM
INSTITUT D' ÉMISSION D'OUTRE-MER

Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF) Décembre			Variations valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
– Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
– Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
– Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
– OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
– Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	217 625	**224 422**	**246 200**	**6 797**	**21 778**	**3,1 %**	**9,7 %**
	90 914	**100 797**	**132 798**	**9 883**	**32 001**	**10,9 %**	**31,7 %**
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	308 539	**325 220**	**378 998**	**16 680**	**53 778**	**5,4 %**	**16,5 %**
	194 903	**197 245**	**168 135**	**2 342**	**- 29 111**	**1,2 %**	**- 14,8 %**
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 139 - Statistiques au 30/06/2009

Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agréments), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.

- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse 2

2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire 6
2.1 La masse monétaire 6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire 6
2.3 La circulation fiduciaire 7

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière 8
3.1 Les actifs par agent 8
Les avoirs des ménages 8
Les avoirs des sociétés 10
3.2 Les actifs par nature 11

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière 12
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit 12
L'endettement des ménages 13
L'endettement des entreprises 13
L'endettement des collectivités locales 14
4.2 Les passifs des établissements locaux 15

5. Les engagements bancaires 17
5.1. Les risques sectoriels
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité 17
Les indicateurs globaux 19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages 19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises 20

6. Le financement des concours bancaires 22
6.1 L'équilibre emplois - ressources 22
6.2 Le réescompte 22

7. La monétique et les échanges de valeur 23
7.1 La monétique 23
7.2 Les échanges de valeur 23

8. Rappel des taux 24
8.1 Les taux d'intérêt légal 24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM 24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire 24
8.4 Les taux de l'usure 25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit 26

Annexe : Méthodologie 27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui demeure incertain

La crise qui a touché les grandes économies mondiales à partir du 3ème trimestre 2008 avant de s'étendre à l'ensemble des pays semble connaître une inflexion, au point que les premières estimations de PIB dans certains pays pour le 2ème trimestre 2009 font apparaître un retour de la croissance. Plusieurs facteurs ont contribué à ce redressement : la désinflation qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, les plans de relance massifs mis en oeuvre par les gouvernements, le soutien des pouvoirs publics aux systèmes financiers, enfin les baisses très fortes de taux directeurs décidées par les banques centrales ainsi que les apports massifs de liquidité aux systèmes bancaires. En dépit de cette amorce d'amélioration de la conjoncture économique, l'incertitude reste toujours forte pour les trimestres à venir, du fait notamment, des conséquences de la montée du chômage sur la demande des ménages.

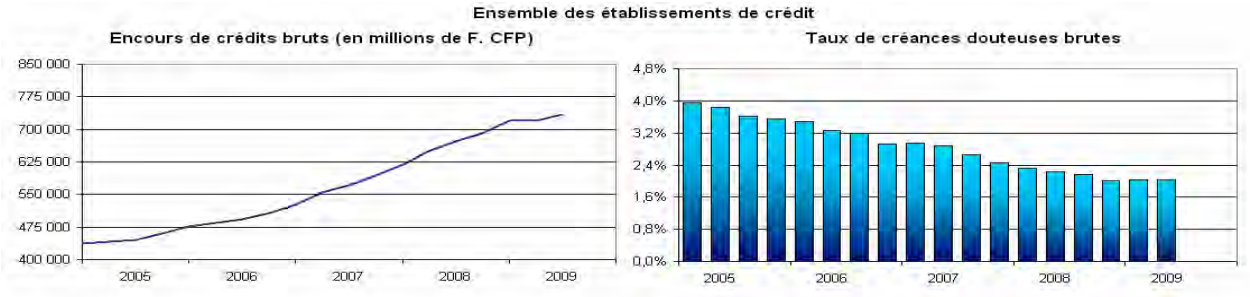
Les banques centrales ont maintenu au 2ème trimestre 2009 leur principal taux directeur à des niveaux historiquement bas : entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la banque centrale européenne, 0,1 % pour la banque centrale du Japon. Le soutien des banques centrales à la liquidité bancaire s'est poursuivi dans un contexte de normalisation des marchés interbancaires. L'Eurosystème a mis en place le 24 juin 2009 une première opération de refinancement à 12 mois : la demande a atteint le montant exceptionnel de 442 milliards d'euros, soit 1,4 % du total des actifs des établissements de crédit de la zone euro en juin 2009.

Les premiers signes de reprise économique ont soutenu les marchés actions des grandes places internationales et provoqué dans certains pays une hausse des taux à long terme, liée sans doute en partie à cet accroissement de l'appétence au risque. Ils ont également provoqué une hausse sensible des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Après un point bas à moins de 40 USD le baril fin 2008, son cours oscille depuis juin 2009 entre 59 et 72 USD. Le cours de l'euro/USD, enfin, s'est sensiblement apprécié tout au long du 2ème trimestre 2009, passant de 1,25 à 1,41.

Une croissance des actifs financiers et des concours bancaires en Nouvelle-Calédonie qui ralentit mais qui demeure relativement dynamique sur douze mois

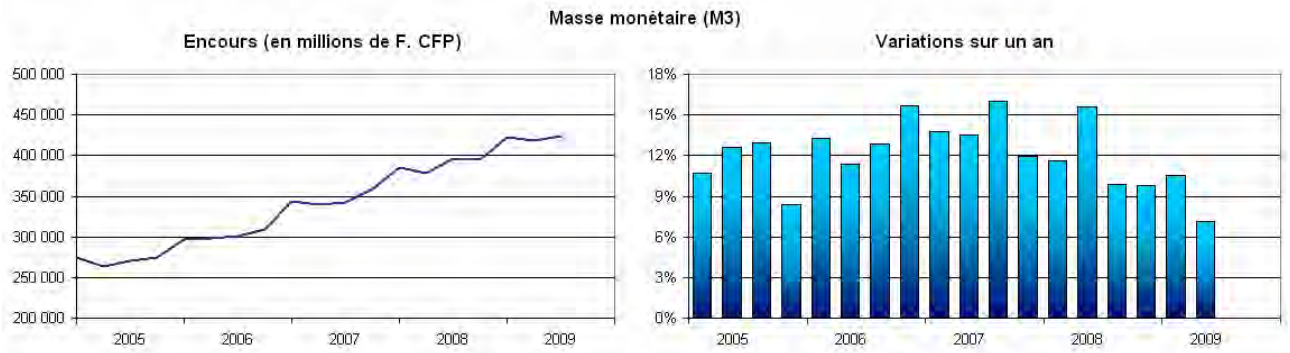
L'ensemble des actifs financiers progresse de 4,9 % entre le 30 juin 2008 et le 30 juin 2009 pour atteindre 516 milliards de F CFP. Dans le détail, les placements liquides ou à court terme connaissent un essor sensible avec un rythme de collecte qui atteint + 8,6 %, principalement sous l'impulsion des dépôts à terme (+ 10,2 % en douze mois). Dans un contexte de rebond important des marchés financiers sur le deuxième trimestre, les placements à long terme affichent, pour leur part, une hausse de 3,9 %, sous la progression des contrats d'assurance-vie (+ 7,3 % sur les douze derniers mois).

Parallèlement, après un premier trimestre 2009 atone, la distribution de crédit progresse de 2,0 % sur le trimestre et atteint 9,2 % sur douze mois (après 17,7 % à fin juin 2008). L'encours global atteint ainsi 733,6 milliards de F CFP au 30 juin 2009. En termes de risque, le portefeuille clientèle de l'ensemble des établissements de crédits (situés dans et hors de la zone d'émission) affiche un taux de créances douteuses brutes à 2,0 %, en retrait de 0,2 point par rapport au 30 juin 2008. Le taux de provisionnement, en recul de 0,8 point par rapport au 30 juin 2008, atteint 67,8 %.



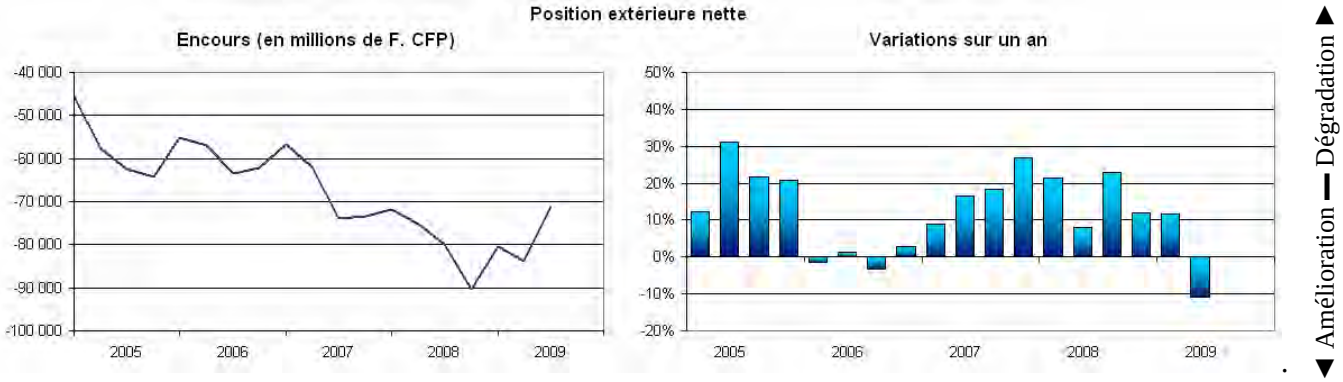
Progression de la masse monétaire et recours du système bancaire à des financements hors zone

La masse monétaire qui ne cesse de ralentir depuis un an est de 7,2 % à fin juin 2009 après 15,6 % à fin juin 2008. Dans le détail, le rythme de croissance sur douze mois de l'agrégat étroit M1 diminue fortement (+ 0,8 % au 30 juin 2009 contre 12,4 % au 30 juin 2008). La progression de M2-M1 s'accélère compte tenu de la demande soutenue des comptes sur livrets (+ 18,7 % entre juin 2008 et juin 2009). La croissance de M3-M2 (essentiellement composé de dépôts à terme), reste soutenue avec un taux de 10,1 % entre juin 2008 et juin 2009.



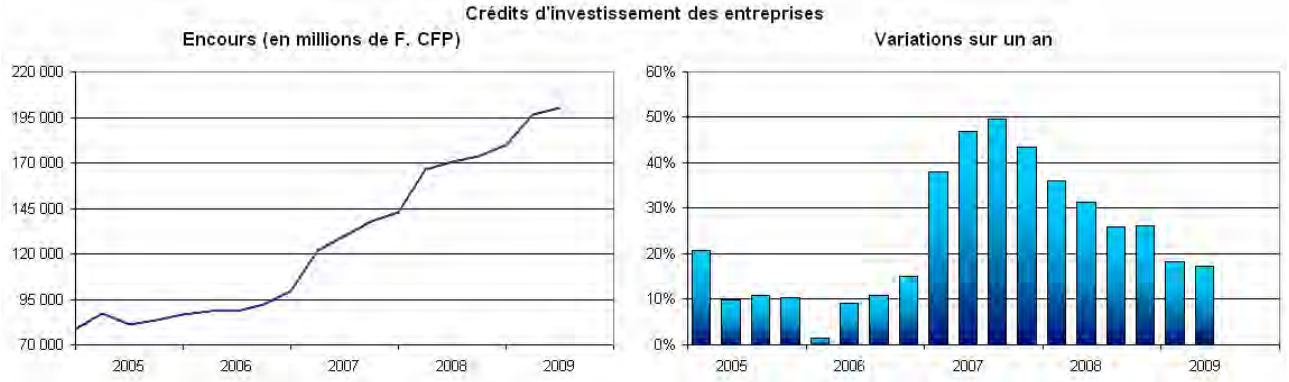
De leur côté, les concours de caractère bancaire distribués par **les établissements de crédit locaux** progressent de 8,7 % par rapport aux douze mois précédents contre 13,3 % à fin juin 2008. La croissance des encours du secteur privé (ménages et entreprises) ralentit à + 9,3 % après + 14,3 % fin juin 2008. La demande des entreprises faiblit (+ 10,1 % à fin juin 2009 contre + 17,2 % à fin juin 2008) tout comme celle des ménages (+ 8,4 % à fin juin 2009 contre + 11,3 % à fin juin 2008). La demande publique affiche, pour sa part, une baisse de 26,4 % et reste marginale.

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires dans la zone d'émission. Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local est moins soutenu (+ 10 ,2 % à fin juin 2009 contre 33,3 % à fin juin 2008). Dans ce contexte, le solde de la position extérieure en glissement annuel s'améliore légèrement. Il est passé de - 79,8 milliards de F CFP à fin juin 2008 à - 78,9 milliards de F CFP à fin juin 2009. Les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux diminuent sensiblement (- 4,4 % à fin juin 2009 contre + 11,0 % à fin juin 2008) tandis que dans le même temps les avoirs hors zone se contractent (- 7,8 % après avoir progressé de 14,4 % entre juin 2008 et juin 2009).



Un financement des entreprises en phase avec le développement de leur activité

L'endettement bancaire des entreprises s'accélère sur le deuxième trimestre de l'année (+ 5,2 % en rythme trimestriel à fin juin 2009). Sur douze mois la progression est en net ralentissement avec + 11,9 % à fin juin 2009 (+ 27,9 % à fin juin 2008). Dans le détail, les crédits à l'investissement progressent de 17,3 % après une hausse annuelle de 31,3 % à fin juin 2008 et dans le même temps les crédits à la construction augmentent de 22,4 % après une hausse de 30,5 %.



On observe un recul de l'encours des crédits d'exploitation des entreprises de 6,0 % au 30 juin 2009 contre + 20,8 % à la même période à fin juin 2008. Dans le détail, on observe que la progression de l'encours des comptes ordinaires débiteurs s'accélère de 19,4 % sur les douze derniers mois (contre un recul sur douze mois de 5,1 % à fin juin 2008). A l'inverse, les crédits de trésorerie diminuent sensiblement de 18,8 % entre le 30 juin 2008 et le 30 juin 2009 contre 39 % à fin juin 2008.

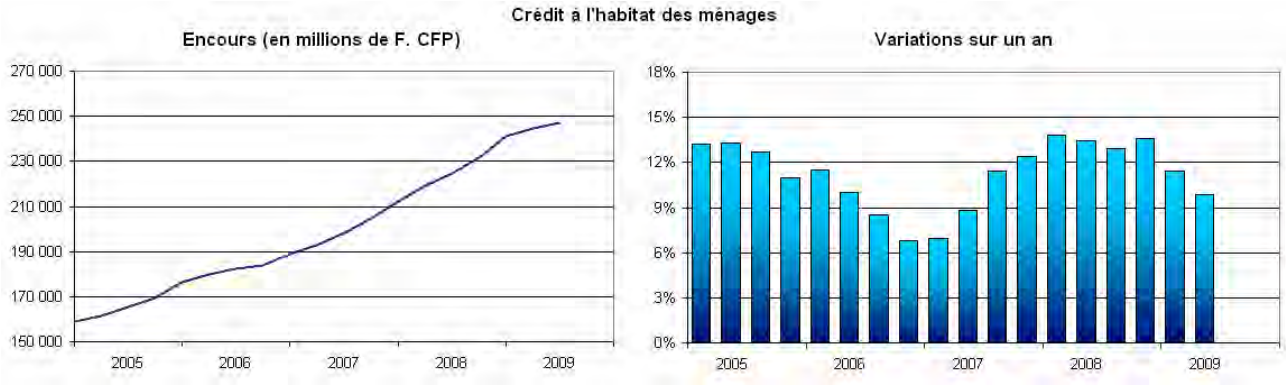
Par ailleurs, les dépôts à vue sont en baisse de 6,3 % après une hausse annuelle de 22,2 % en juin 2008. Le rythme de croissance des placements liquides à court terme continue de s'élever à 12,9 % à fin juin 2009 contre + 11,8 % à fin juin 2008 grâce à la hausse annuelle de 16,9 % de comptes à terme.

L'examen de la centrale des risques[1] du mois de juin 2009 permet d'observer que l'encours du secteur des services (47 % des engagements en faveur des professionnels) progresse de 13,4 % après 12 % l'année précédente au mois de juin. Le commerce (15 % des engagements aux professionnels) continue d'afficher une croissance de l'encours (+ 6,6 % après + 8,5 % fin juin 2008). Le secteur des industries affiche quant à lui aussi une progression de 18,2 % de ses engagements (après une hausse de 13,5 % en 2008). Le secteur du BTP (10 % des engagements des professionnels) voit sa demande de financements s'accélérer avec une progression des engagements de 51,3 % en douze mois après une hausse de 22,4 % fin juin 2008. Les engagements du secteur des transports et télécommunications augmentent de 7 % sur douze mois. Le secteur de l'hôtellerie enregistre une stabilisation des engagements (soit - 0,1 % sur douze mois à fin juin 2009 après une hausse de 24,3 % à fin juin 2008).

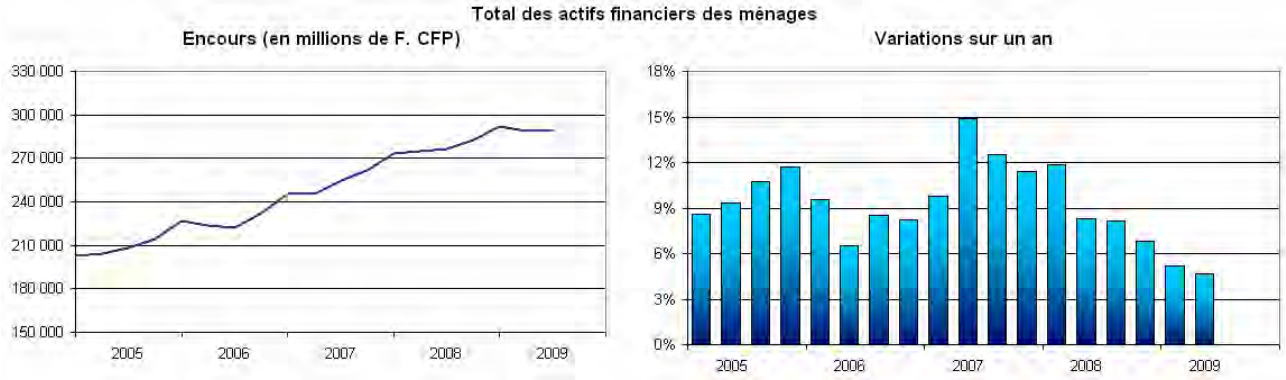
[1] Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat

Le taux de croissance sur douze mois de l'endettement des ménages atteint 8,4 % à fin juin 2009 après + 12 % en juin 2008. Dans le détail, les crédits à l'habitat augmentent de 9,9 % après + 13,4 % à fin juin 2008. En matière de crédit à la consommation, le rythme de progression baisse à 4 % à fin juin 2009 après une hausse de 6,6 % à la même période l'année précédente.



Les actifs financiers des ménages voient leur rythme de croissance annuelle ralentir à 4,7 % au 30 juin 2009 contre 8,3 % en juin 2008. Parmi les placements, on note une augmentation sensible du rythme de collecte des comptes d'épargne à régime spécial (+ 17,2 % au 30 juin 2009 contre + 8,1 % en juin 2008) tandis que celui des comptes à terme diminue (- 1,7 % à fin juin 2009 contre + 33,6 % à fin juin 2008). Quant aux contrats d'assurance-vie[1], ils continuent à progresser de 7,3 % entre juin 2008 et juin 2009 contre 5,6 % sur la même période en 2008.



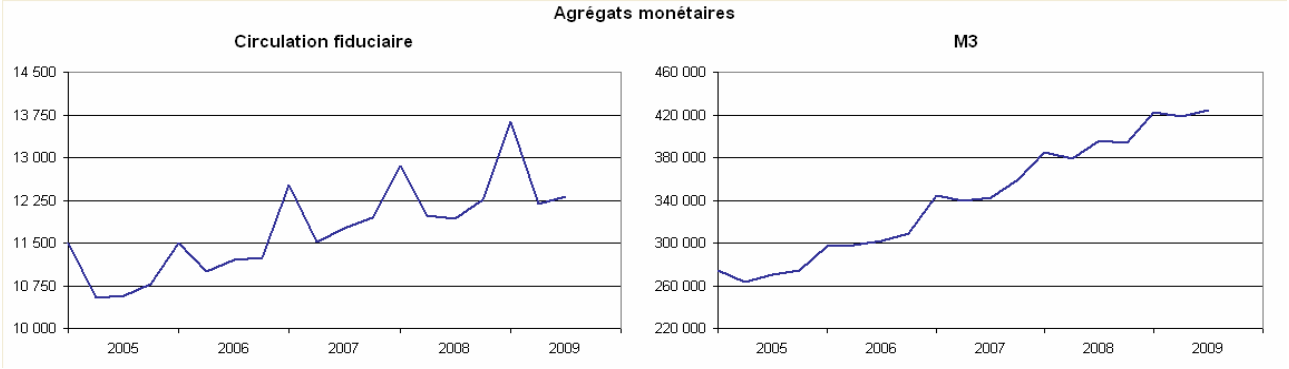
On observe sur le deuxième trimestre 2009 que les indicateurs de vulnérabilité évoluent de façon contrastée. Ainsi, les incidents de paiement sur chèques diminuent de 2,5 % à fin juin 2009 alors que les retraits de cartes bancaires connaissent une forte augmentation (+ 32,7 % entre juin 2008 et juin 2009 contre une baisse de 4,1 % en juin 2008). Les interdits bancaires prononcés à l'encontre des particuliers se stabilisent quant à eux (+ 0,2 % sur un an).

[1] Les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté dans ce bulletin n'est pas exhaustif.

2. La masse monétaire et ses contreparties

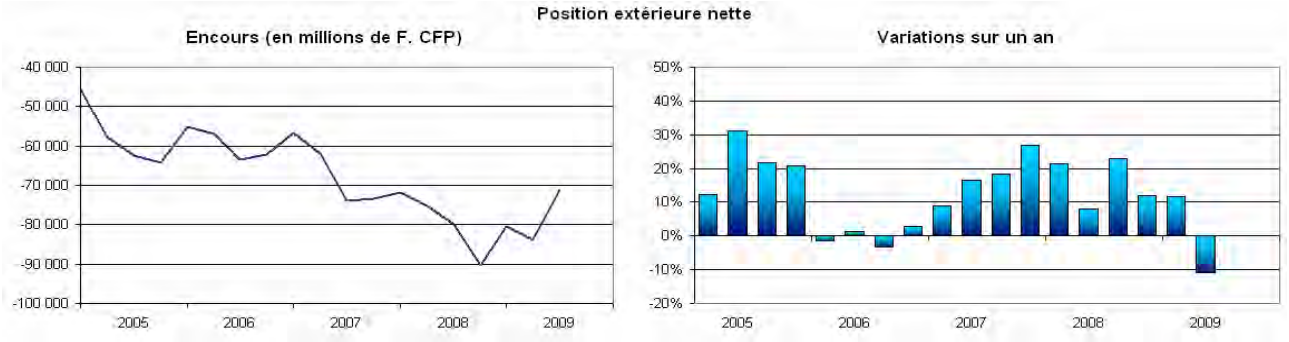
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	10 677	10 575	11 200	11 765	11 919	12 266	13 626	12 187	12 311	**1,0%**	**3,3%**
Billets	*9 553*	*9 398*	*9 962*	*10 438*	*10 516*	*10 840*	*12 159*	*10 712*	*10 806*	0,9%	2,8%
Pièces	*1 124*	*1 177*	*1 238*	*1 327*	*1 403*	*1 426*	*1 467*	*1 475*	*1 505*	2,0%	7,3%
Dépôts à vue	103 190	123 560	139 383	158 420	179 428	167 969	196 491	174 494	180 569	3,5%	0,6%
TOTAL M1	**113 867**	**134 135**	**150 583**	**170 185**	**191 347**	**180 235**	**210 117**	**186 681**	**192 880**	**3,3%**	**0,8%**
M2-M1	**55 843**	**62 074**	**63 652**	**66 221**	**71 249**	**72 140**	**75 850**	**81 825**	**84 575**	**3,4%**	**18,7%**
Comptes sur livrets	55 212	61 321	62 855	65 452	70 526	71 431	75 157	81 137	83 876	3,4%	18,9%
Comptes épargne logement	631	753	797	769	723	709	693	688	699	1,6%	-3,3%
TOTAL M2	**169 710**	**196 209**	**214 235**	**236 406**	**262 596**	**252 375**	**285 967**	**268 506**	**277 455**	**3,3%**	**5,7%**
M3-M2	**70 619**	**74 468**	**87 262**	**105 841**	**133 090**	**141 908**	**136 777**	**150 311**	**146 527**	**-2,5%**	**10,1%**
Dépôts à terme	69 691	73 621	86 475	105 136	132 456	141 401	136 236	149 791	145 964	-2,6%	10,2%
Bons de caisse	928	847	787	705	634	507	541	520	563	8,3%	-11,2%
Total M3	**240 329**	**270 677**	**301 497**	**342 247**	**395 686**	**394 283**	**422 744**	**418 817**	**423 982**	**1,2%**	**7,2%**
P1	**4 019**	**5 119**	**6 060**	**5 565**	**4 854**	**4 499**	**4 301**	**4 216**	**4 215**	**0,0%**	**-13,2%**
Plans d'épargne logement	3 982	5 080	6 018	5 514	4 794	4 441	4 245	4 158	4 148	-0,2%	-13,5%
Autres compte d'épargne à régime spécial	37	39	42	51	60	58	56	58	67	15,5%	11,7%
M3+P1	**244 348**	**275 796**	**307 557**	**347 812**	**400 540**	**398 782**	**427 045**	**423 033**	**428 197**	**1,2%**	**6,9%**



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

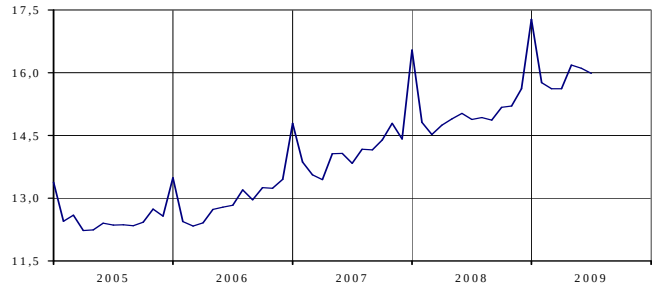
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	**70 732**	**72 196**	**78 897**	**89 479**	**101 635**	**86 850**	**97 900**	**90 499**	**96 528**	**6,7%**	**-5,0%**
Institut d'émission	16 842	17 282	19 143	22 149	24 632	15 689	25 795	24 941	25 541	2,4%	3,7%
Etablissements de crédit	53 890	54 914	59 754	67 330	77 003	71 161	72 105	65 558	70 987	8,3%	-7,8%
Créances du Trésor public	**9 525**	**10 835**	**12 094**	**13 653**	**14 346**	**14 405**	**16 070**	**15 887**	**15 973**	**0,5%**	**11,3%**
Concours sur ressources monétaires	**160 072**	**187 646**	**210 506**	**239 115**	**279 705**	**293 028**	**308 774**	**312 431**	**311 481**	**-0,3%**	**11,4%**
Concours de caractère bancaire des EC locaux	319 073	355 384	395 109	443 733	502 903	523 356	537 161	534 803	546 704	2,2%	8,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	159 001	167 738	184 603	204 618	223 198	230 328	228 387	222 372	235 223	5,8%	5,4%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisée	*32 177*	*34 951*	*39 034*	*41 679*	*47 688*	*47 451*	*47 505*	*47 769*	*49 779*	4,2%	4,4%
Provisions sur créances douteuses	*10 877*	*10 750*	*10 103*	*10 067*	*10 120*	*10 086*	*9 627*	*9 715*	*9 910*	2,0%	-2,1%
Engagements hors zone d'émission	*101 585*	*117 427*	*123 160*	*141 280*	*156 851*	*161 502*	*152 590*	*149 473*	*149 922*	0,3%	-4,4%
Epargne contractuelle	*4 020*	*5 120*	*6 060*	*5 565*	*4 854*	*4 500*	*4 303*	*4 215*	*4 215*	0,0%	-13,2%
Divers	*10 342*	*-510*	*6 246*	*6 027*	*3 685*	*6 789*	*14 362*	*11 200*	*21 397*	91,0%	480,7%
Total M3	**240 329**	**270 677**	**301 497**	**342 247**	**395 686**	**394 283**	**422 744**	**418 817**	**423 982**	**1,2%**	**7,2%**
Position extérieure nette	**-47 695**	**-62 513**	**-63 406**	**-73 950**	**-79 848**	**-90 341**	**-80 485**	**-83 915**	**-78 935**	**-5,9%**	**-1,1%**



2.3 La circulation fiduciaire

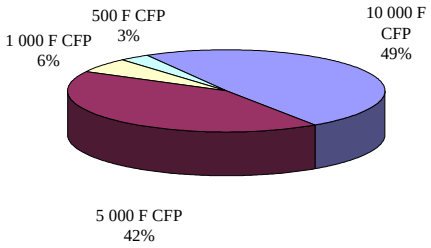
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin juin 2009

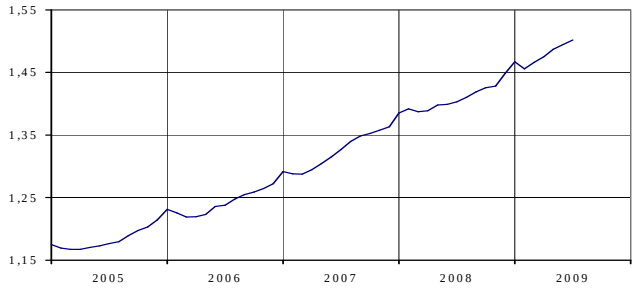


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
En nombre	**3 414 045**	**3 547 833**	**3 556 947**	**3 727 179**	**3 825 558**	**3 931 530**	**4 403 272**	**3 894 172**	**3 969 919**	**1,9%**	**3,8%**
10 000 F CFP	543 002	547 285	572 519	629 225	704 594	712 363	809 158	755 601	784 680	3,8%	11,4%
5 000 F CFP	1 045 360	1 082 846	1 143 655	1 220 072	1 284 175	1 312 207	1 507 125	1 331 717	1 341 974	0,8%	4,5%
1 000 F CFP	995 661	1 025 246	934 484	1 007 091	1 003 339	1 064 666	1 222 067	998 141	1 021 392	2,3%	1,8%
500 F CFP	830 022	892 456	906 289	870 791	833 450	842 294	864 922	808 713	821 873	1,6%	-1,4%
En millions de F CFP	**12 068**	**12 359**	**12 831**	**13 835**	**14 887**	**15 170**	**17 282**	**15 617**	**15 989**	**2,4%**	**7,4%**
10 000 F CFP	5 430	5 473	5 725	6 292	7 046	7 124	8 092	7 556	7 847	3,8%	11,4%
5 000 F CFP	5 227	5 414	5 718	6 100	6 421	6 561	7 536	6 659	6 710	0,8%	4,5%
1 000 F CFP	996	1 025	935	1 007	1 003	1 065	1 222	998	1 021	2,3%	1,8%
500 F CFP	415	446	453	435	417	421	433	404	411	1,6%	-1,4%

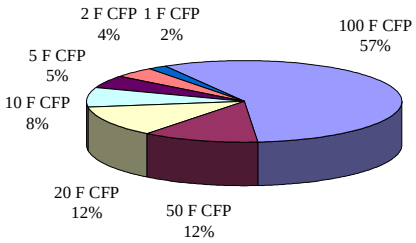
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2009



Source : IEOM

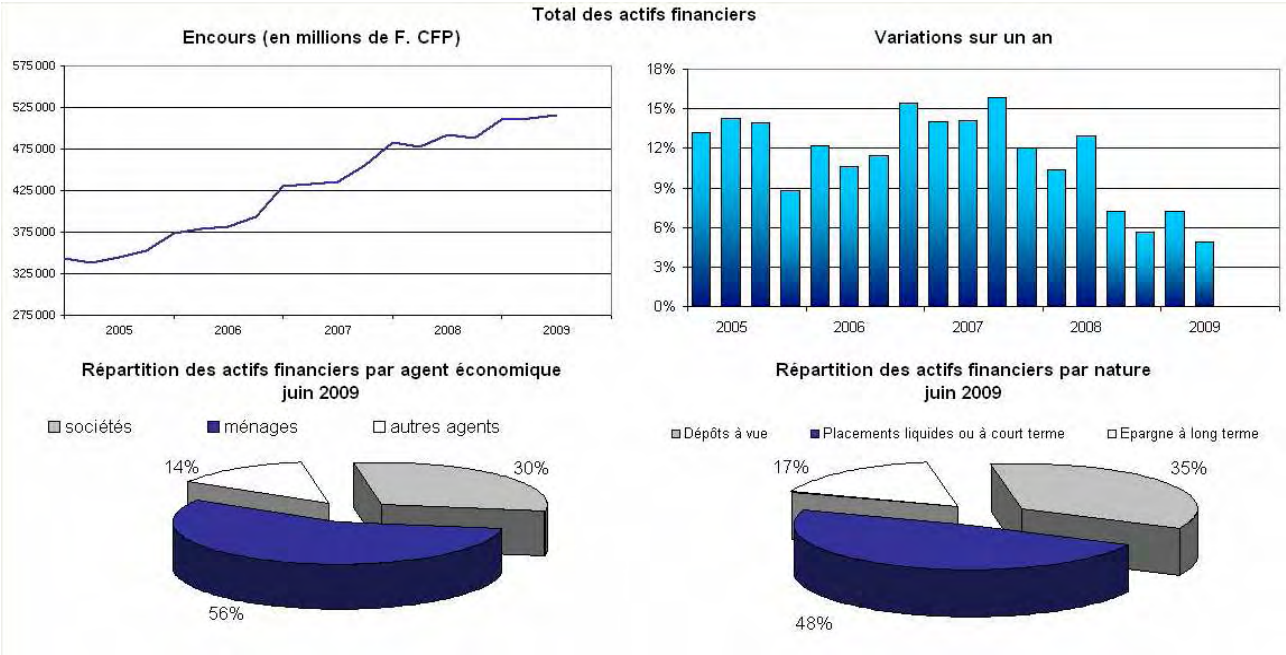
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
En nombre	**86 986 574**	**91 361 199**	**95 806 547**	**101 292 175**	**106 757 985**	**108 487 564**	**110 640 701**	**111 894 718**	**113 210 382**	**1,2%**	**6,0%**
100 F CFP	6 344 036	6 643 323	7 006 861	7 558 244	8 022 194	8 133 450	8 378 492	8 382 546	8 588 531	2,5%	7,1%
50 F CFP	2 704 530	2 826 982	2 939 409	3 138 749	3 250 696	3 318 716	3 440 760	3 446 340	3 497 151	1,5%	7,6%
20 F CFP	6 555 669	6 858 816	7 258 596	7 727 785	8 148 271	8 320 773	8 537 805	8 688 603	8 667 923	-0,2%	6,4%
10 F CFP	9 556 779	9 960 102	10 420 545	11 108 894	11 807 864	11 983 358	12 307 884	12 498 923	12 652 048	1,2%	7,1%
5 F CFP	10 870 588	11 477 562	12 089 987	12 837 969	13 774 356	14 006 654	14 473 084	14 773 505	15 021 921	1,7%	9,1%
2 F CFP	21 641 604	22 972 899	23 984 587	25 221 386	26 621 414	27 144 416	27 443 451	27 749 558	28 054 564	1,1%	5,4%
1 F CFP	29 313 368	30 621 515	32 106 562	33 699 148	35 133 190	35 580 197	36 059 225	36 355 243	36 728 244	1,0%	4,5%
En millions de F CFP	**1 123**	**1 176**	**1 238**	**1 327**	**1 403**	**1 425**	**1 467**	**1 475**	**1 502**	**1,8%**	**7,0%**
100 F CFP	634	664	701	756	802	813	838	838	859	2,5%	7,1%
50 F CFP	135	141	147	157	163	166	172	172	175	1,5%	7,6%
20 F CFP	131	137	145	155	163	166	171	174	173	-0,2%	6,4%
10 F CFP	96	100	104	111	118	120	123	125	127	1,2%	7,1%
5 F CFP	54	57	60	64	69	70	72	74	75	1,6%	9,0%
2 F CFP	43	46	48	50	53	54	55	56	56	1,1%	5,5%
1 F CFP	29	31	32	34	35	36	36	36	37	0,8%	4,6%

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Les données relatives aux contrats d'assurance-vie au 30 juin 2009 sont provisoires.

3.1 Les actifs par agent

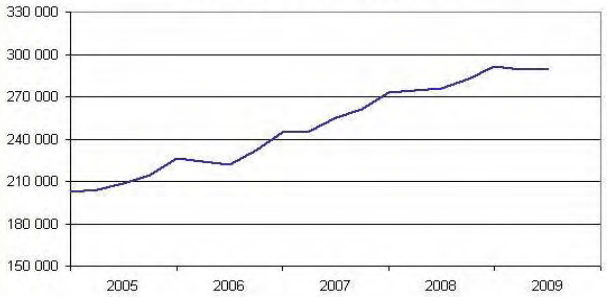
Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Sociétés	**75 443**	**94 571**	**117 181**	**132 687**	**154 745**	**146 837**	**157 891**	**152 878**	**156 204**	**2,2%**	**0,9%**
Dépôts à vue	**40 130**	**53 315**	**64 512**	**76 461**	**93 419**	**78 877**	**101 369**	**84 879**	**87 569**	**3,2%**	**-6,3%**
Placements liquides ou à court terme	**33 808**	**35 294**	**49 934**	**53 622**	**59 976**	**66 629**	**55 529**	**66 987**	**67 697**	**1,1%**	**12,9%**
Comptes d'épargne à régime spécial	271	625	339	325	187	299	261	465	552	18,7%	195,2%
Placements indexés sur les taux du marché	33 537	34 669	49 595	53 297	59 789	66 330	55 268	66 522	67 145	0,9%	12,3%
dont comptes à terme	*30 714*	*32 891*	*45 548*	*48 519*	*53 656*	*61 082*	*52 067*	*61 024*	*62 728*	*2,8%*	*16,9%*
dont OPCVM monétaires	*2 823*	*1 777*	*4 048*	*4 778*	*6 134*	*5 249*	*3 201*	*5 499*	*4 417*	*-19,7%*	*-28,0%*
Placements à long terme	**1 505**	**5 962**	**2 735**	**2 604**	**1 350**	**1 331**	**993**	**1 012**	**938**	**-7,3%**	**-30,5%**
dont OPCVM non monétaires	*1 469*	*5 921*	*2 718*	*2 600*	*1 348*	*1 329*	*992*	*1 010*	*936*	*-7,3%*	*-30,6%*
Ménages	**190 566**	**208 358**	**221 923**	**254 953**	**276 174**	**282 672**	**291 709**	**288 975**	**289 146**	**0,1%**	**4,7%**
Dépôts à vue	**49 769**	**53 947**	**58 190**	**64 840**	**67 706**	**70 153**	**74 900**	**70 252**	**71 580**	**1,9%**	**5,7%**
Placements liquides ou à court terme	**83 219**	**88 953**	**90 359**	**107 305**	**126 407**	**130 728**	**135 038**	**135 591**	**131 785**	**-2,8%**	**4,3%**
Comptes d'épargne à régime spécial	53 238	58 664	60 625	62 723	67 814	68 159	72 269	77 709	79 448	2,2%	17,2%
Livrets ordinaires	*41 483*	*46 005*	*47 848*	*49 181*	*53 091*	*53 219*	*56 339*	*61 651*	*63 559*	*3,1%*	*19,7%*
Livrets A et bleus	*11 124*	*11 750*	*11 769*	*12 528*	*13 725*	*13 962*	*14 946*	*15 072*	*14 899*	*-1,1%*	*8,6%*
Livrets jeunes	*0*	*160*	*218*	*248*	*278*	*272*	*294*	*302*	*295*	*-2,3%*	*6,1%*
Comptes d'épargne logement	*631*	*749*	*790*	*766*	*720*	*706*	*690*	*685*	*696*	*1,6%*	*-3,3%*
Placements indexés sur les taux du marché	29 981	30 289	29 734	44 582	58 593	62 569	62 769	57 882	52 337	-9,6%	-10,7%
dont comptes à terme	*18 428*	*18 343*	*18 517*	*29 953*	*40 026*	*45 213*	*47 914*	*42 775*	*39 356*	*-8,0%*	*-1,7%*
dont bons de caisse	*928*	*847*	*787*	*705*	*634*	*507*	*541*	*520*	*563*	*8,3%*	*-11,2%*
dont OPCVM monétaires	*10 625*	*11 099*	*10 431*	*13 924*	*17 934*	*16 850*	*14 314*	*14 587*	*12 418*	*-14,9%*	*-30,8%*
Placements à long terme	**57 578**	**65 458**	**73 374**	**82 808**	**82 061**	**81 791**	**81 771**	**83 132**	**85 781**	**3,2%**	**4,5%**
Plans d'épargne logement	*3 981*	*5 071*	*5 990*	*5 475*	*4 761*	*4 416*	*4 239*	*4 150*	*4 141*	*-0,2%*	*-13,0%*
Autres comptes d'épargne	*37*	*39*	*42*	*51*	*60*	*58*	*56*	*58*	*67*	*15,5%*	*11,7%*
Portefeuille-titres	*3 973*	*4 417*	*4 092*	*5 104*	*3 597*	*3 158*	*2 627*	*2 820*	*3 626*	*28,6%*	*0,8%*
OPCVM non monétaires	*6 574*	*6 350*	*6 786*	*5 491*	*3 205*	*2 797*	*2 411*	*2 280*	*2 337*	*2,5%*	*-27,1%*
Contrats d'assurance-vie	*43 013*	*49 581*	*56 464*	*66 687*	*70 438*	*71 362*	*72 438*	*73 824*	*75 610*	*2,4%*	*7,3%*
Autres agents	**36 190**	**42 323**	**42 690**	**47 937**	**61 184**	**58 566**	**60 605**	**69 906**	**70 680**	**1,1%**	**15,5%**
Dépôts à vue	**13 291**	**16 298**	**16 682**	**17 120**	**18 303**	**18 938**	**20 222**	**19 362**	**21 420**	**10,6%**	**17,0%**
Placements liquides ou à court terme	**22 883**	**25 202**	**25 158**	**29 860**	**42 065**	**38 834**	**39 620**	**49 780**	**48 501**	**-2,6%**	**15,3%**
Comptes d'épargne à régime spécial	2 334	2 784	2 689	3 174	3 248	3 683	3 319	3 741	4 575	22,3%	40,9%
Placements indexés sur les taux du marché	20 549	22 418	22 469	26 686	38 817	35 151	36 301	46 039	43 926	-4,6%	13,2%
dont comptes à terme	*20 549*	*22 387*	*22 411*	*26 664*	*38 775*	*35 106*	*36 255*	*45 993*	*43 881*	*-4,6%*	*13,2%*
Placements à long terme	**16**	**823**	**850**	**957**	**816**	**794**	**763**	**764**	**759**	**-0,7%**	**-7,0%**
TOTAL	**302 199**	**345 252**	**381 794**	**435 577**	**492 103**	**488 075**	**510 205**	**511 759**	**516 030**	**0,8%**	**4,9%**
Dépôts à vue	**103 190**	**123 560**	**139 384**	**158 421**	**179 428**	**167 968**	**196 491**	**174 493**	**180 569**	**3,5%**	**0,6%**
Placements liquides ou à court terme	**139 910**	**149 449**	**165 451**	**190 787**	**228 448**	**236 191**	**230 187**	**252 358**	**247 983**	**-1,7%**	**8,6%**
Comptes d'épargne à régime spécial	55 843	62 073	63 653	66 222	71 249	72 141	75 849	81 915	84 575	3,2%	18,7%
Placements indexés sur les taux du marché	84 067	87 376	101 798	124 565	157 199	164 050	154 338	170 443	163 408	-4,1%	3,9%
Placements à long terme	**59 099**	**72 243**	**76 959**	**86 369**	**84 227**	**83 916**	**83 527**	**84 908**	**87 478**	**3,0%**	**3,9%**



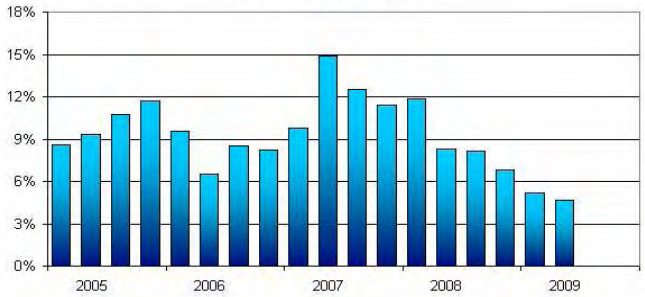
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

Encours (en millions de F. CFP)

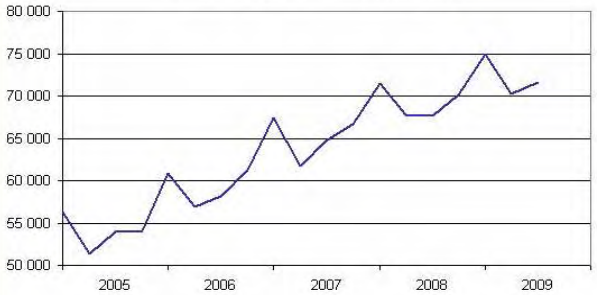


Variations sur un an

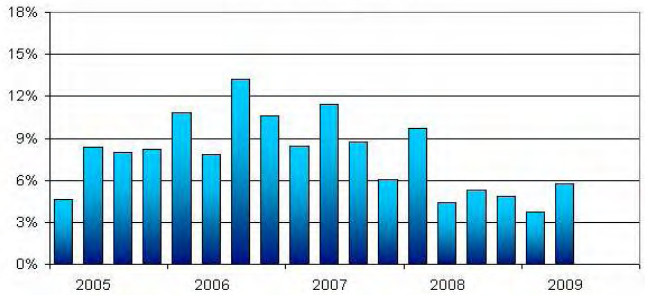


Dépôts à vue

Encours (en millions de F. CFP)

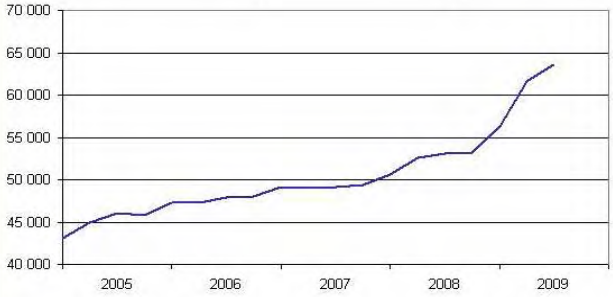


Variations sur un an

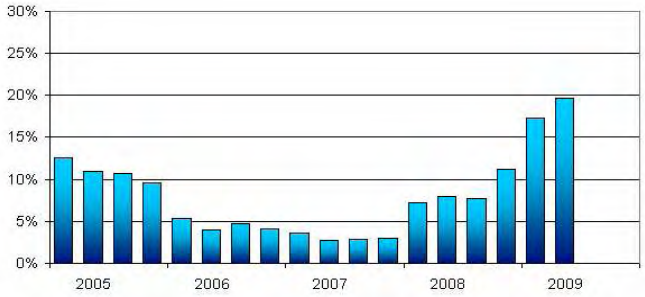


Livrets ordinaires

Encours (en millions de F. CFP)

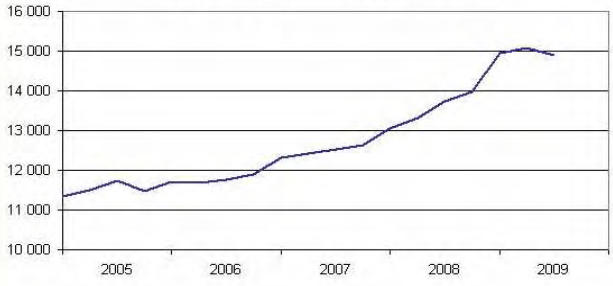


Variations sur un an

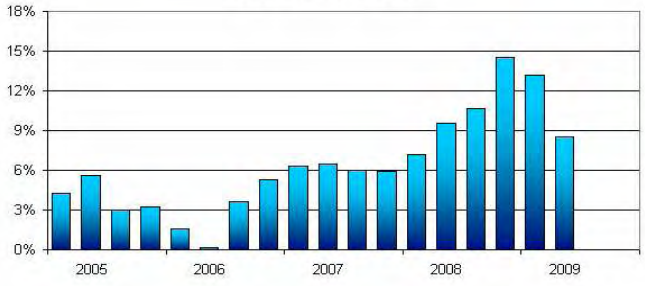


Livrets A

Encours (en millions de F. CFP)

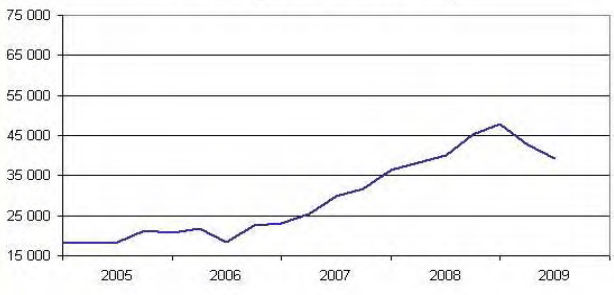


Variations sur un an

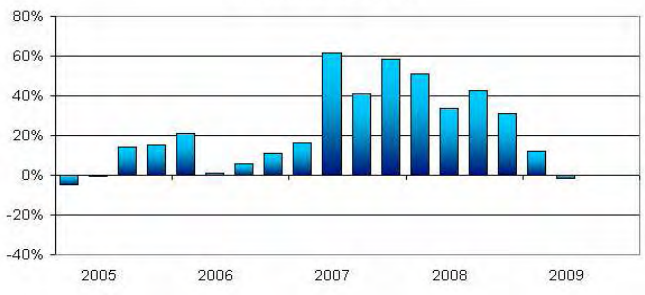


Dépôts à terme

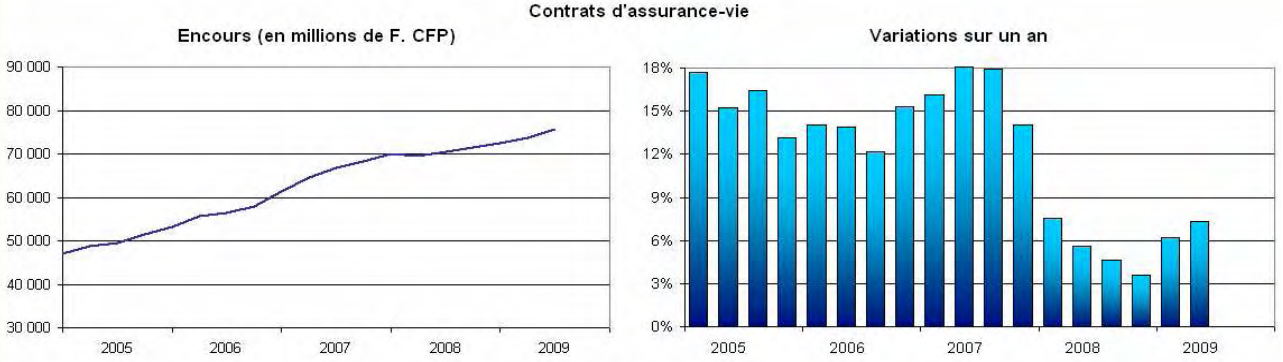
Encours (en millions de F. CFP)



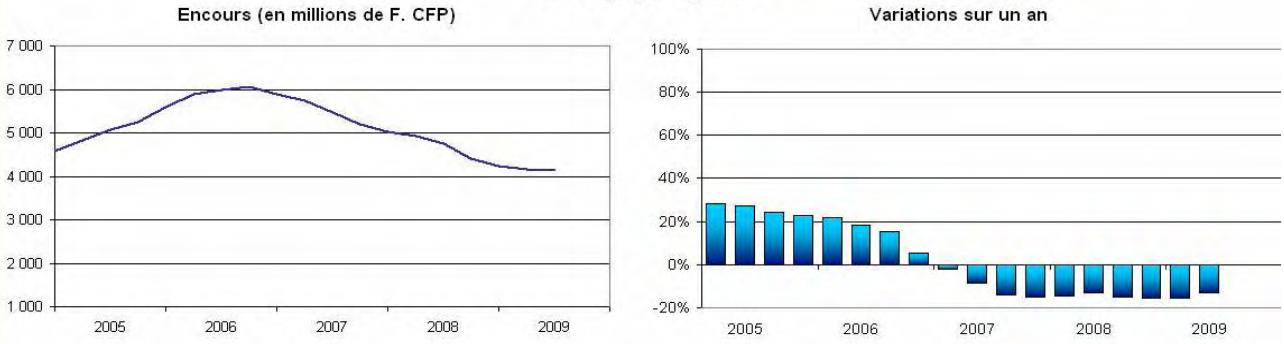
Variations sur un an



Contrats d'assurance-vie

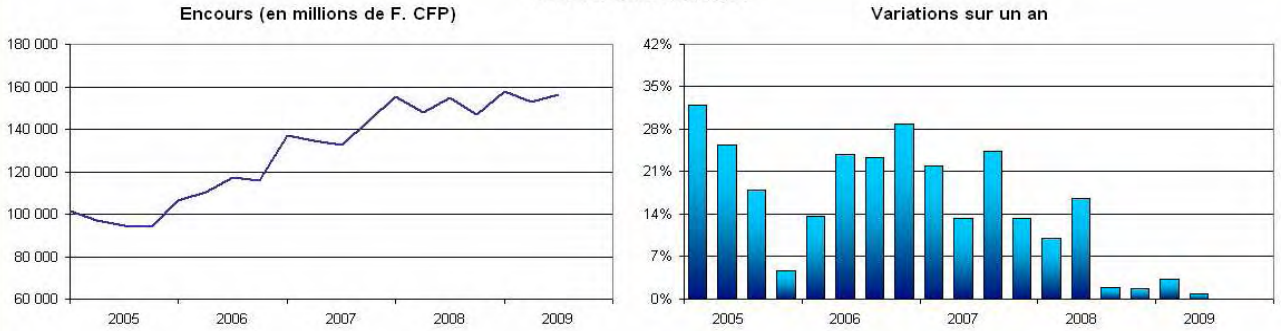


Plans d'épargne logement

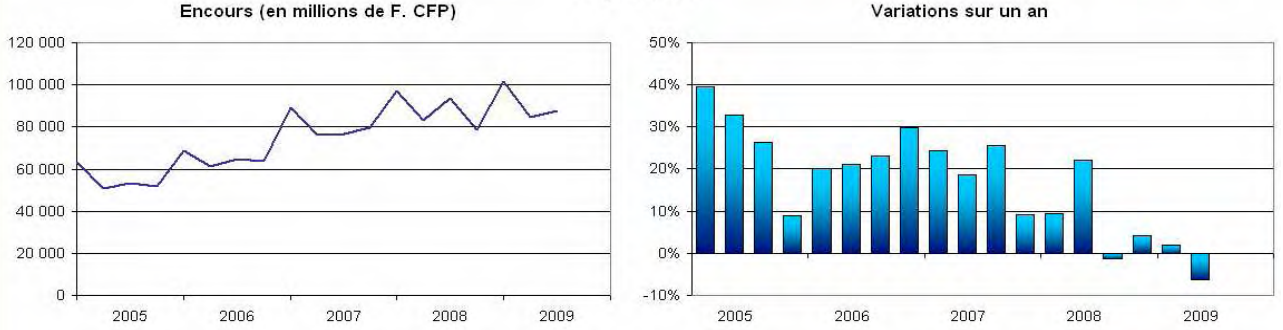


Les avoirs des sociétés

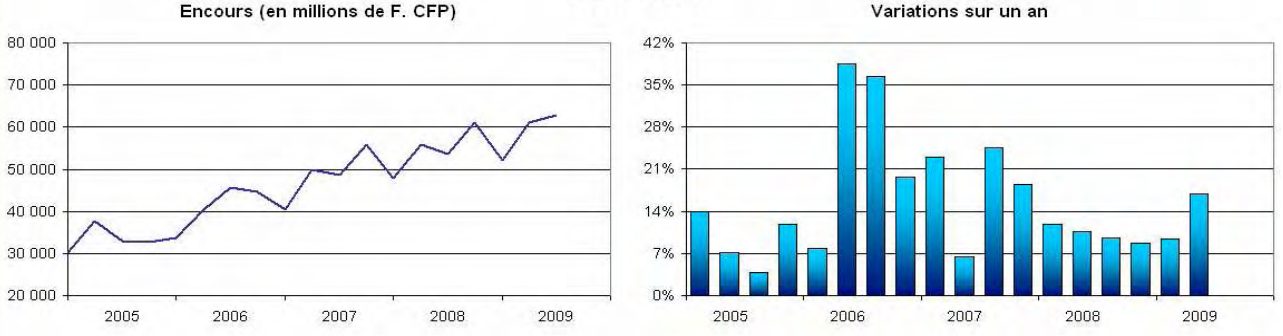
Total des actifs financiers



Dépôts à vue

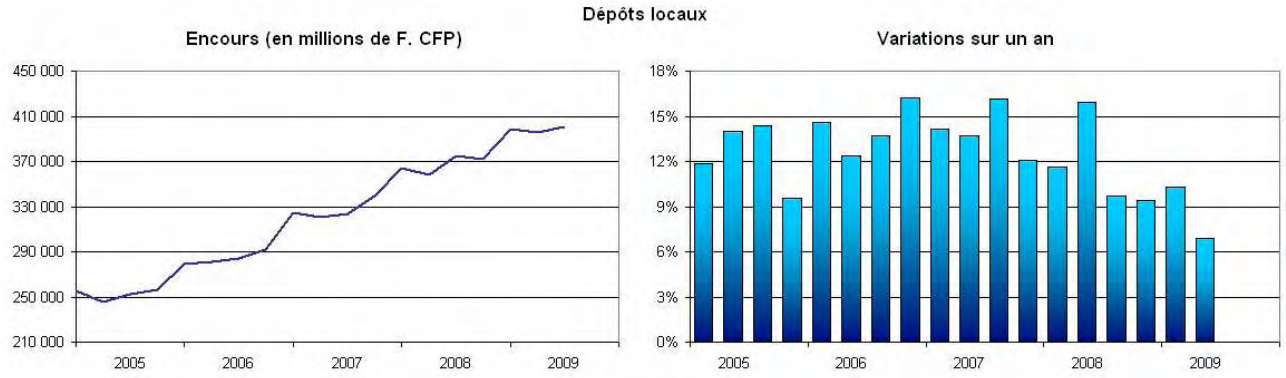


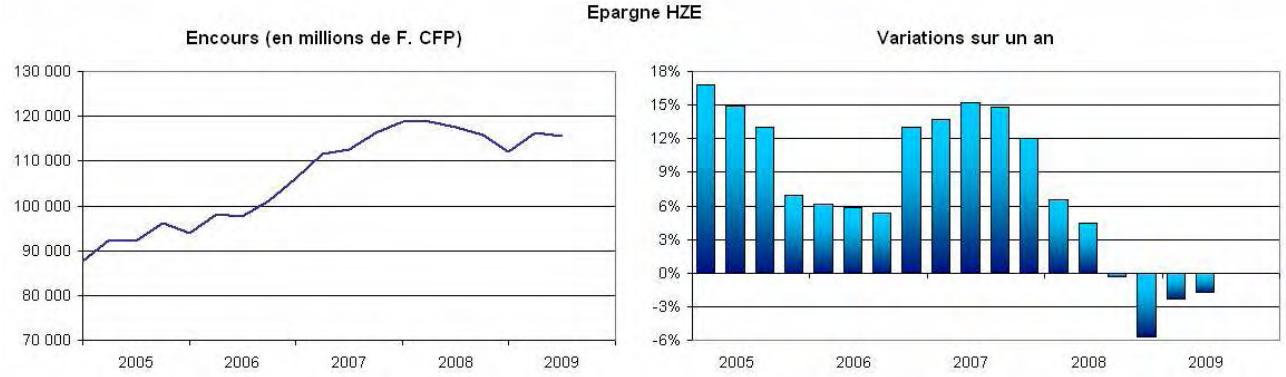
Dépôts à terme

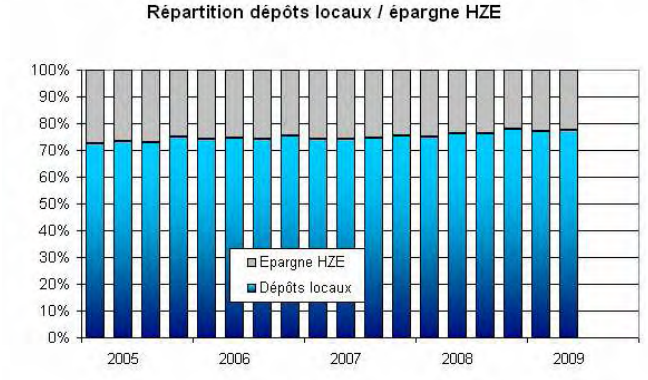


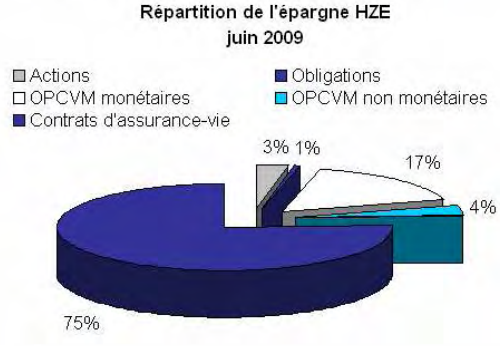
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	**221 803**	**252 888**	**284 160**	**323 112**	**374 639**	**372 225**	**398 219**	**395 464**	**400 562**	**1,3%**	**6,9%**
Dépôts à vue	**103 190**	**123 560**	**139 383**	**158 420**	**179 428**	**167 969**	**196 491**	**174 494**	**180 569**	**3,5%**	**0,6%**
Comptes d'épargne à régime spécial	**47 994**	**54 860**	**57 515**	**58 851**	**62 121**	**62 348**	**64 951**	**70 659**	**73 466**	**4,0%**	**18,3%**
Livrets ordinaires	43 344	48 827	50 440	52 269	56 265	56 867	59 660	65 452	68 257	4,3%	21,3%
Livrets jeunes	0	160	218	248	279	273	295	303	295	-2,6%	5,7%
Comptes d'épargne logement	631	753	797	769	723	709	693	688	699	1,6%	-3,3%
Plans d'épargne logement	3 982	5 080	6 018	5 514	4 794	4 441	4 245	4 158	4 148	-0,2%	-13,5%
Autres comptes d'épargne	37	40	42	51	60	58	58	58	67	15,5%	11,7%
Dépôts à terme	**69 691**	**73 621**	**86 475**	**105 136**	**132 456**	**141 401**	**136 236**	**149 791**	**145 964**	**-2,6%**	**10,2%**
Bons de caisse	**928**	**847**	**787**	**705**	**634**	**507**	**541**	**520**	**563**	**8,3%**	**-11,2%**
Epargne HZE	**80 216**	**92 204**	**97 633**	**112 463**	**117 465**	**115 851**	**111 984**	**116 207**	**115 467**	**-0,6%**	**-1,7%**
Livrets A et bleus	11 688	12 173	12 198	12 935	13 982	14 291	15 200	15 383	15 324	-0,4%	9,6%
Actions	2 606	2 926	3 423	5 017	3 522	3 083	2 550	2 612	2 980	14,1%	-15,4%
Obligations	1 402	1 532	686	90	78	78	78	209	648	210,0%	730,8%
OPCVM monétaires	13 449	12 908	14 537	18 724	24 110	22 143	17 561	20 132	16 881	-16,1%	-30,0%
OPCVM non monétaires	8 058	13 084	10 325	9 010	5 335	4 894	4 157	4 047	4 024	-0,6%	-24,6%
Contrats d'assurance-vie	43 013	49 581	56 464	66 687	70 438	71 362	72 438	73 824	75 610	2,4%	7,3%
TOTAL	**302 019**	**345 092**	**381 793**	**435 575**	**492 104**	**488 076**	**510 203**	**511 671**	**516 029**	**0,9%**	**4,9%**







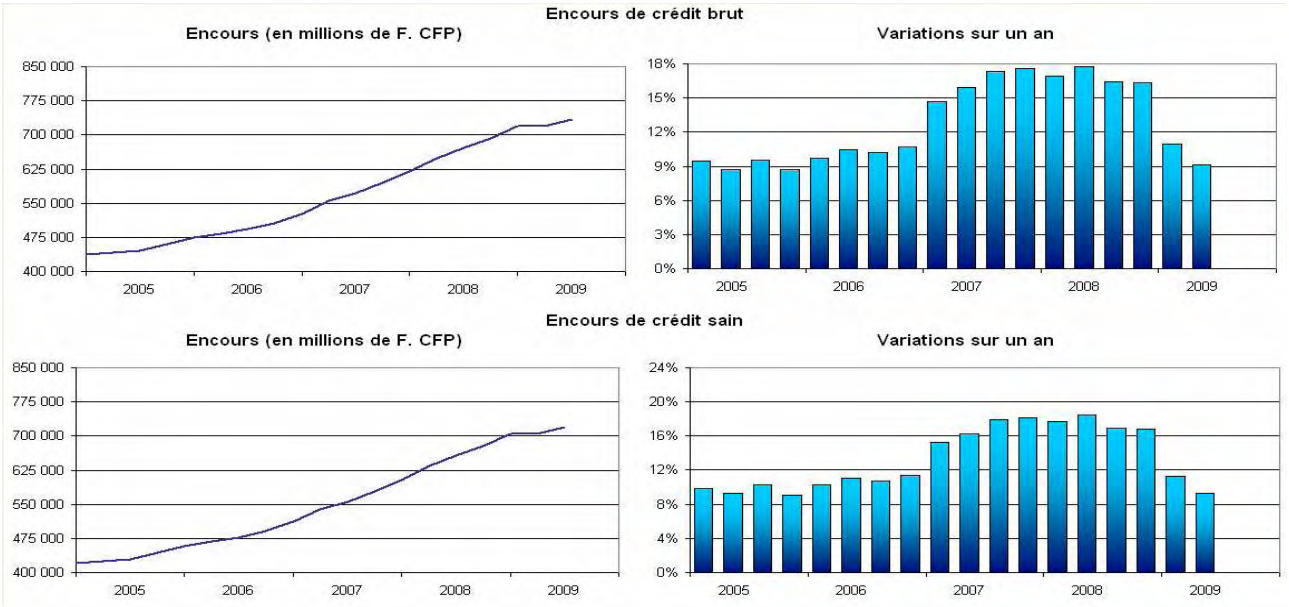


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés à cette date par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

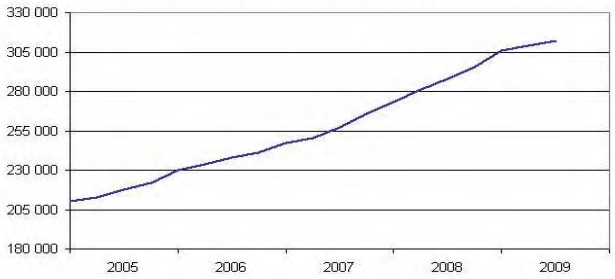
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

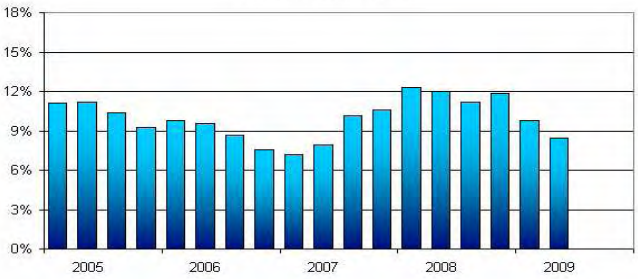
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Entreprises	**154 992**	**171 610**	**196 486**	**253 305**	**324 063**	**331 817**	**345 466**	**344 983**	**362 788**	**5,2%**	**11,9%**
Crédits d'exploitation	51 444	53 791	62 639	70 046	84 592	88 219	92 223	74 704	79 502	6,4%	-6,0%
Créances commerciales	*4 103*	*3 400*	*3 105*	*2 962*	*3 851*	*3 521*	*3 893*	*3 614*	*3 688*	2,0%	-4,2%
Crédits de trésorerie	*28 701*	*27 694*	*32 513*	*38 746*	*53 844*	*55 654*	*56 506*	*42 048*	*43 700*	3,9%	-18,8%
dont entrepreneurs individuels	*2 235*	*1 837*	*1 756*	*1 539*	*1 401*	*1 451*	*1 382*	*1 393*	*1 447*	3,9%	3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	*18 640*	*22 697*	*27 021*	*28 338*	*26 897*	*29 044*	*31 824*	*29 042*	*32 114*	10,6%	19,4%
Crédits d'investissement	73 747	81 108	88 447	129 997	170 650	173 738	179 922	196 762	200 134	1,7%	17,3%
Crédits à l'équipement	*65 414*	*71 223*	*78 427*	*119 548*	*160 290*	*163 083*	*169 609*	*186 790*	*190 564*	2,0%	18,9%
dont entrepreneurs individuels	*6 112*	*6 104*	*6 339*	*6 885*	*8 009*	*8 272*	*8 263*	*8 362*	*8 346*	-0,2%	4,2%
Crédit-bail	*8 333*	*9 885*	*10 020*	*10 449*	*10 360*	*10 655*	*10 313*	*9 972*	*9 570*	-4,0%	-7,6%
Crédits à la construction	29 096	35 639	41 324	47 706	62 258	62 736	66 089	66 702	76 227	14,3%	22,4%
Autres crédits	705	1 072	4 076	5 556	6 563	7 124	7 232	6 815	6 925	1,6%	5,5%
Ménages	**195 537**	**217 442**	**238 266**	**257 160**	**288 032**	**295 373**	**305 711**	**308 911**	**312 299**	**1,1%**	**8,4%**
Crédits à la consommation	48 889	50 915	55 102	57 819	61 611	62 637	63 391	63 415	64 062	1,0%	4,0%
Crédits de trésorerie	*36 742*	*37 540*	*40 242*	*42 261*	*45 353*	*46 654*	*47 687*	*47 539*	*48 401*	1,8%	6,7%
Comptes ordinaires débiteurs	*3 009*	*3 073*	*3 663*	*3 083*	*3 100*	*2 926*	*2 895*	*3 193*	*3 091*	-3,2%	-0,3%
Crédit-bail	*9 138*	*10 302*	*11 197*	*12 475*	*13 158*	*13 057*	*12 809*	*12 683*	*12 570*	-0,9%	-4,5%
Crédits à l'habitat	146 206	165 676	182 304	198 307	224 919	231 415	241 031	244 360	247 092	1,1%	9,9%
Autres crédits	442	851	860	1 034	1 502	1 321	1 289	1 136	1 145	0,8%	-23,8%
Collectivités locales	**36 146**	**32 689**	**33 102**	**35 152**	**37 770**	**38 914**	**44 494**	**41 743**	**34 732**	**-16,8%**	**-8,0%**
Crédits d'exploitation	1 280	773	1 216	2 273	4 779	4 708	4 967	3 532	2 826	-20,0%	-40,9%
Crédits de trésorerie	*1 059*	*711*	*1 183*	*2 208*	*4 695*	*4 669*	*4 899*	*3 397*	*2 628*	-22,6%	-44,0%
Comptes ordinaires débiteurs	*221*	*62*	*33*	*65*	*84*	*39*	*68*	*135*	*198*	46,7%	135,7%
Crédits d'investissement	32 233	30 469	30 601	31 756	32 015	33 243	38 525	37 325	31 086	-16,7%	-2,9%
Crédits à l'équipement	*32 231*	*30 457*	*30 592*	*31 737*	*31 958*	*33 174*	*38 464*	*37 258*	*31 012*	-16,8%	-3,0%
Crédit-bail	*2*	*12*	*9*	*19*	*57*	*69*	*61*	*67*	*74*	10,4%	29,8%
Crédits à l'habitat	1 173	794	694	597	516	507	488	466	436	-6,4%	-15,5%
Autres crédits	1 460	653	591	526	460	456	514	420	384	-8,6%	-16,5%
Autres agents de CCB non ventilés	**6 661**	**8 058**	**9 374**	**9 456**	**7 783**	**11 297**	**9 997**	**9 838**	**9 600**	**-2,4%**	**23,3%**
Total encours sain	**393 336**	**429 799**	**477 228**	**555 073**	**657 648**	**677 401**	**705 668**	**705 475**	**719 419**	**2,0%**	**9,4%**
Créances douteuses brutes	17 259	16 469	15 504	16 036	14 753	14 678	14 206	14 354	14 615	1,8%	-0,9%
Créances douteuses nettes	*6 358*	*5 719*	*5 401*	*5 969*	*4 633*	*4 592*	*4 579*	*4 639*	*4 705*	1,4%	1,6%
dont entreprises	*4 256*	*4 057*	*3 848*	*3 869*	*2 824*	*2 805*	*2 651*	*2 642*	*2 766*	4,7%	-2,1%
dont ménages	*1 772*	*1 318*	*1 474*	*2 017*	*1 757*	*1 728*	*1 882*	*1 942*	*1 865*	-4,0%	6,1%
Provisions	*10 901*	*10 750*	*10 103*	*10 067*	*10 120*	*10 086*	*9 627*	*9 715*	*9 910*	2,0%	-2,1%
Total encours brut	**410 595**	**446 268**	**492 732**	**571 109**	**672 401**	**692 079**	**719 874**	**719 829**	**734 034**	**2,0%**	**9,2%**
Taux de créances douteuses	4,4%	3,8%	3,2%	2,9%	2,2%	2,2%	2,0%	2,0%	2,0%	0 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	63,2%	65,3%	65,2%	62,8%	68,6%	68,7%	67,8%	67,7%	67,8%	0,1 pt	-0,8 pt



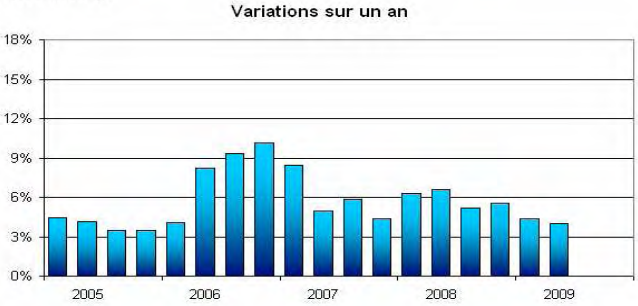
L'endettement des ménages

Encours de crédit sain

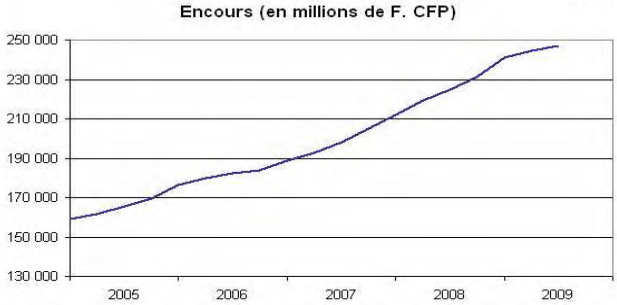


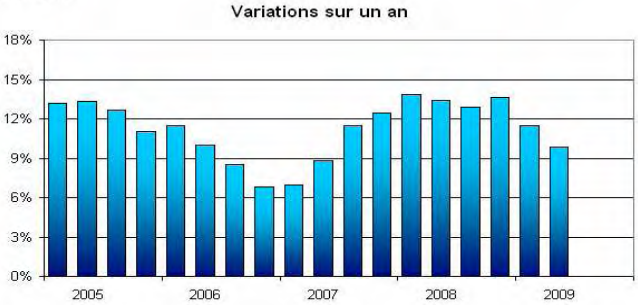


Crédit à la consommation



Crédit à l'habitat

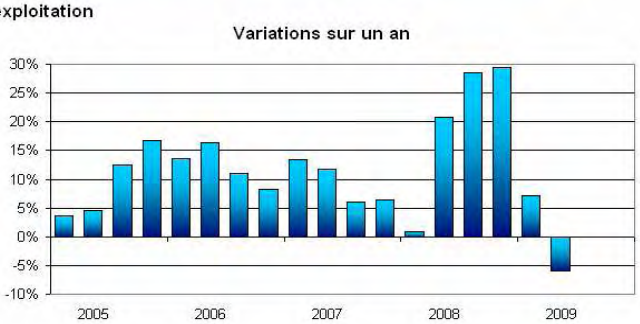


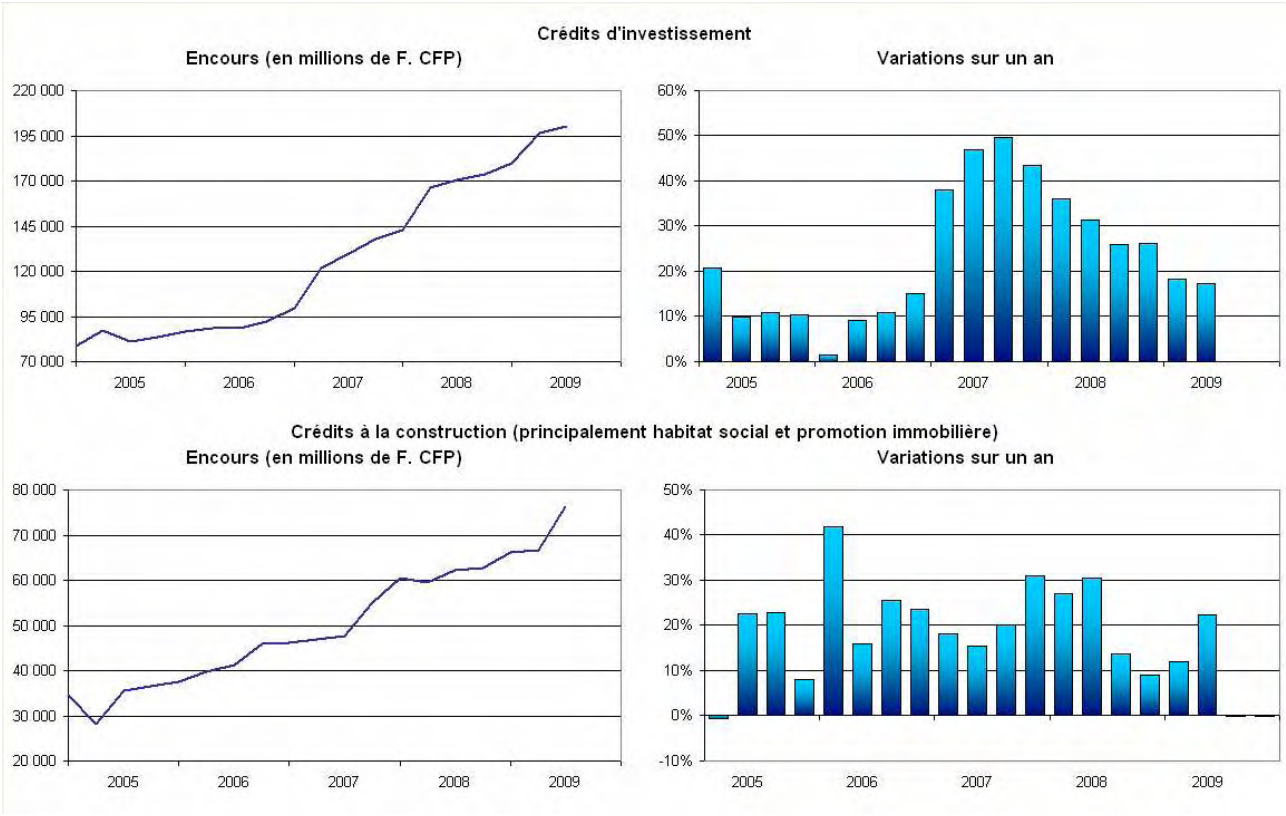


L'endettement des entreprises

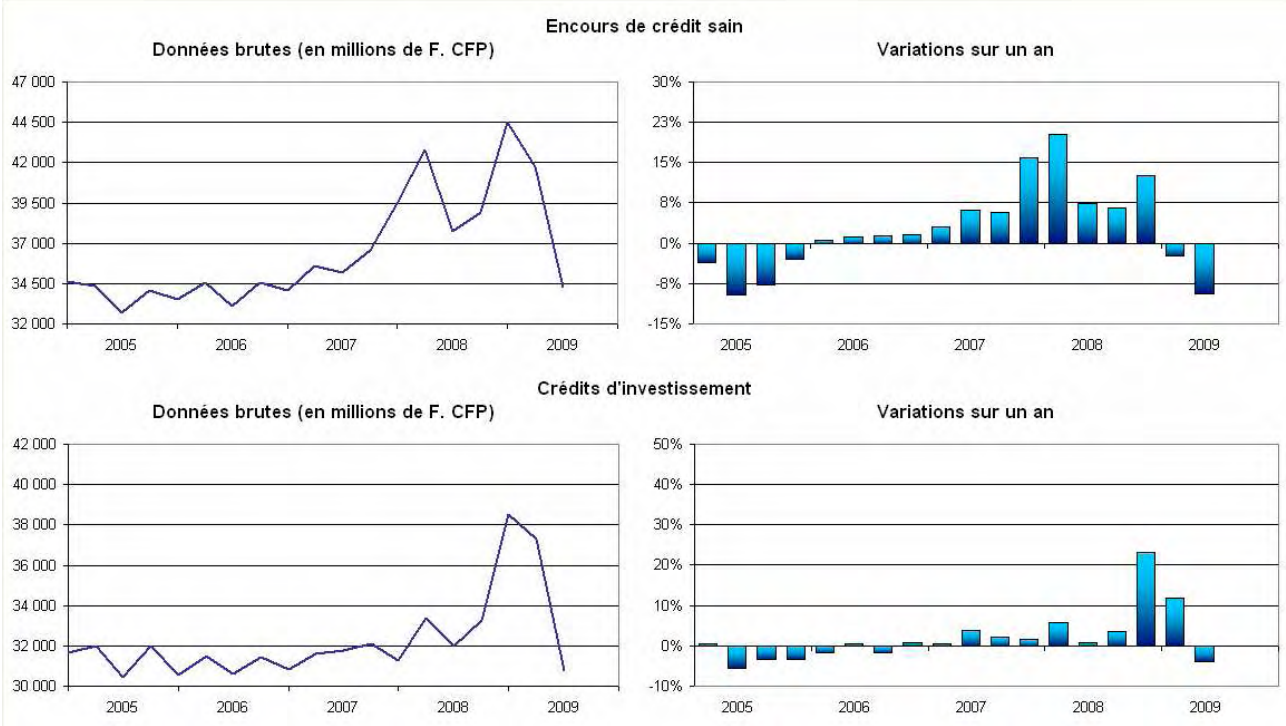
Encours de crédit sain

Crédits d'exploitation



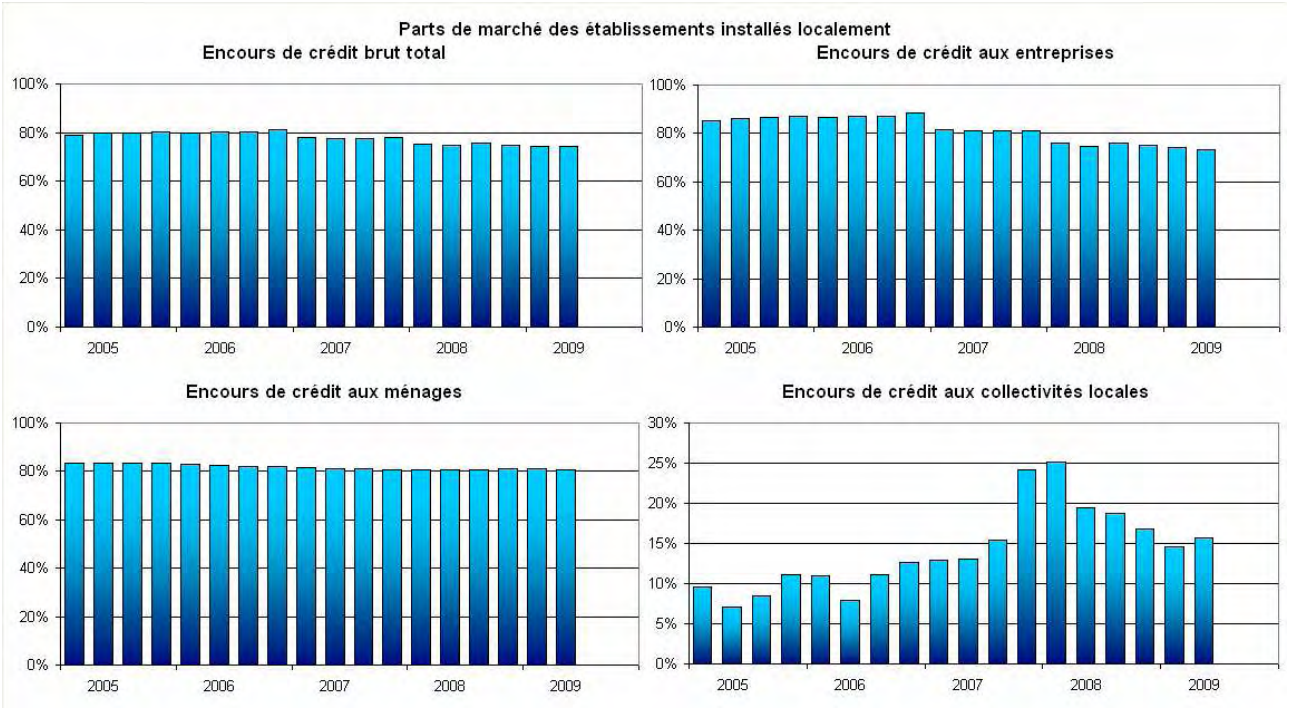


L'endettement des collectivités locales



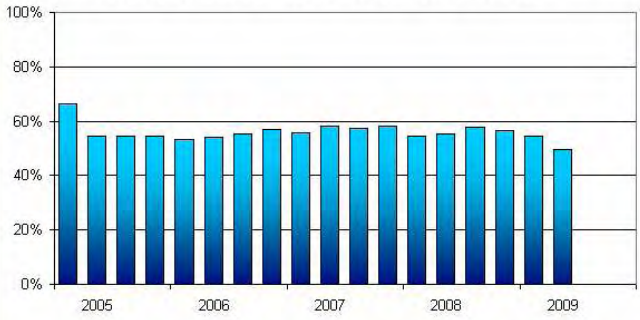
4.1 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Entreprises	**130 699**	**147 787**	**171 329**	**205 962**	**241 461**	**252 896**	**258 894**	**255 784**	**265 953**	**4,0%**	**10,1%**
Crédits d'exploitation	51 444	53 791	62 639	69 782	75 587	79 214	77 994	73 959	79 502	7,5%	5,2%
Créances commerciales	*4 103*	*3 400*	*3 105*	*2 962*	*3 851*	*3 521*	*3 893*	*3 614*	*3 688*	2,0%	-4,2%
Crédits de trésorerie	*28 701*	*27 694*	*32 513*	*38 746*	*44 839*	*46 649*	*43 022*	*42 048*	*43 700*	3,9%	-2,5%
dont entrepreneurs individuels	*2 235*	*1 837*	*1 756*	*1 539*	*1 401*	*1 451*	*1 382*	*1 393*	*1 447*	3,9%	3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	*18 640*	*22 697*	*27 021*	*28 074*	*26 897*	*29 044*	*31 079*	*28 297*	*32 114*	13,5%	19,4%
Crédits d'investissement	66 279	73 765	82 522	103 141	125 678	131 103	137 032	139 236	142 420	2,3%	13,3%
Crédits à l'équipement	*57 946*	*63 880*	*72 502*	*92 795*	*115 385*	*120 506*	*126 770*	*129 327*	*132 903*	2,8%	15,2%
dont entrepreneurs individuels	*6 112*	*6 104*	*6 339*	*6 881*	*7 918*	*8 183*	*8 175*	*8 250*	*8 229*	-0,3%	3,9%
Crédit-bail	*8 333*	*9 885*	*10 020*	*10 346*	*10 293*	*10 597*	*10 262*	*9 909*	*9 517*	-4,0%	-7,5%
Crédits à la construction	12 602	19 431	22 290	27 712	34 324	36 146	37 493	36 406	37 677	3,5%	9,8%
Autres crédits	374	800	3 878	5 327	5 872	6 433	6 375	6 183	6 354	2,8%	8,2%
Ménages	**162 805**	**181 412**	**196 479**	**208 805**	**232 443**	**238 648**	**247 721**	**250 194**	**252 060**	**0,7%**	**8,4%**
Crédits à la consommation	44 381	46 235	49 908	51 525	54 100	54 778	55 241	55 024	55 324	0,5%	2,3%
Crédits de trésorerie	*32 234*	*32 860*	*35 048*	*35 967*	*37 842*	*38 796*	*39 537*	*39 148*	*39 663*	1,3%	4,8%
Comptes ordinaires débiteurs	*3 009*	*3 073*	*3 663*	*3 083*	*3 100*	*2 925*	*2 895*	*3 193*	*3 091*	-3,2%	-0,3%
Crédit-bail	*9 138*	*10 302*	*11 197*	*12 475*	*13 158*	*13 057*	*12 809*	*12 683*	*12 570*	-0,9%	-4,5%
Crédits à l'habitat	117 984	134 328	145 711	156 246	176 841	182 549	191 191	194 034	195 591	0,8%	10,6%
Autres crédits	440	849	860	1 034	1 502	1 321	1 289	1 136	1 145	0,8%	-23,8%
Collectivités locales	**2 318**	**2 307**	**2 628**	**4 594**	**7 328**	**7 270**	**7 471**	**6 094**	**5 396**	**-11,5%**	**-26,4%**
Crédits d'exploitation	1 280	773	1 216	2 259	4 779	4 708	4 967	3 529	2 823	-20,0%	-40,9%
Crédits de trésorerie	*1 059*	*711*	*1 183*	*2 208*	*4 695*	*4 669*	*4 899*	*3 397*	*2 628*	-22,6%	-44,0%
Comptes ordinaires débiteurs	*221*	*62*	*33*	*51*	*84*	*39*	*68*	*132*	*195*	47,7%	132,1%
Crédits d'investissement	1 030	975	938	1 901	2 154	2 177	2 130	2 200	2 217	0,8%	2,9%
Crédits à l'équipement	*1 028*	*963*	*929*	*1 882*	*2 097*	*2 108*	*2 069*	*2 133*	*2 143*	0,5%	2,2%
Crédit-bail	*2*	*12*	*9*	*19*	*57*	*69*	*61*	*67*	*74*	10,4%	29,8%
Crédits à l'habitat	8	559	474	434	394	385	374	365	356	-2,5%	-9,6%
Autres agents de CCB non ventilés	**6 607**	**8 058**	**9 374**	**8 992**	**7 546**	**10 670**	**9 761**	**9 221**	**9 377**	**1,7%**	**24,3%**
Total encours sain	**302 429**	**339 564**	**379 810**	**428 353**	**488 778**	**509 484**	**523 847**	**521 293**	**532 786**	**2,2%**	**9,0%**
Créances douteuses brutes	16 644	15 820	15 299	15 380	14 125	13 872	13 314	13 510	13 918	3,0%	-1,5%
Créances douteuses nettes	*5 767*	*5 070*	*5 196*	*5 313*	*4 005*	*3 786*	*3 687*	*3 795*	*4 008*	5,6%	0,1%
dont entreprises	*4 256*	*4 035*	*3 848*	*3 540*	*2 506*	*2 391*	*2 214*	*2 183*	*2 487*		
dont ménages	*1 490*	*1 002*	*1 269*	*1 690*	*1 447*	*1 336*	*1 427*	*1 557*	*1 446*		
Provisions	*10 877*	*10 750*	*10 103*	*10 067*	*10 120*	*10 086*	*9 627*	*9 715*	*9 910*	2,0%	-2,1%
Total encours brut	**319 073**	**355 384**	**395 109**	**443 733**	**502 903**	**523 356**	**537 161**	**534 803**	**546 704**	**2,2%**	**8,7%**
Taux de créances douteuses	5,2%	4,5%	3,9%	3,5%	2,8%	2,7%	2,5%	2,5%	2,5%	0 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	65,4%	68,0%	66,0%	65,5%	71,6%	72,7%	72,3%	71,9%	71,2%	-0,7 pt	-0,4 pt

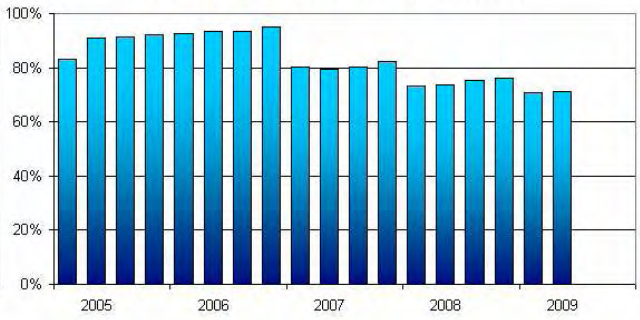


Parts de marché des établissements installés localement

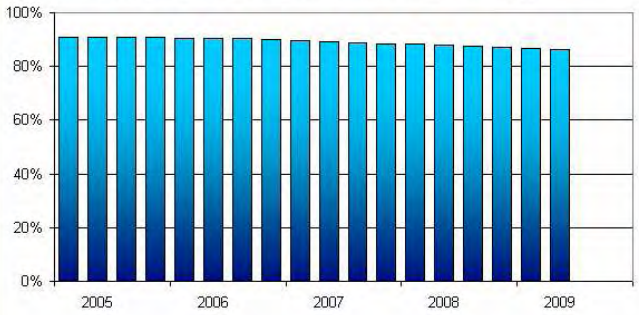
Encours de crédit à la construction des entreprises



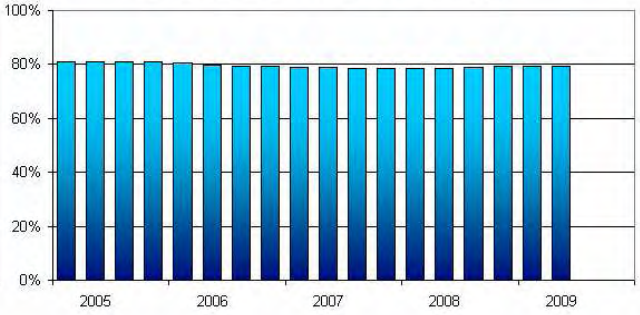
Encours de crédit d'équipement des entreprises



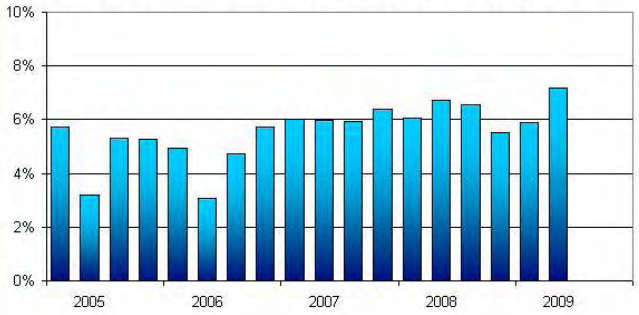
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



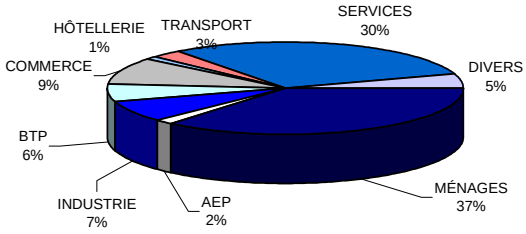
Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



5. Les engagements bancaires

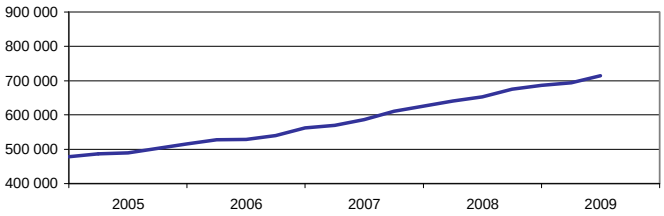
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 30 juin 2009

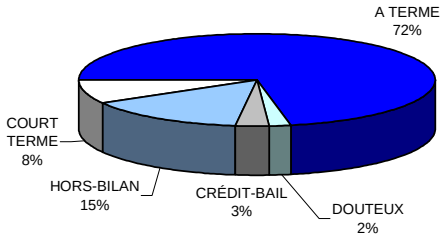


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

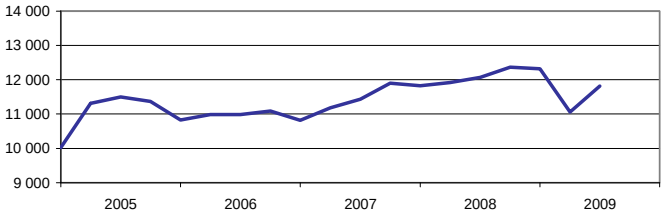


Structure en %

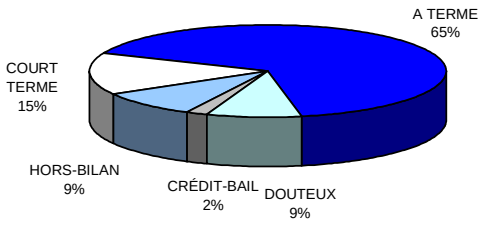


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

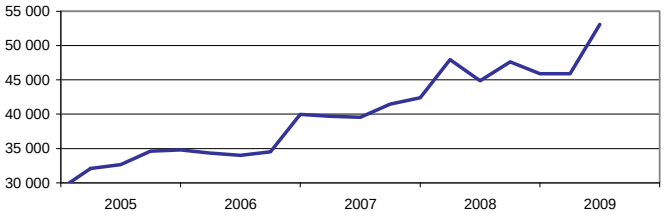


Structure en %

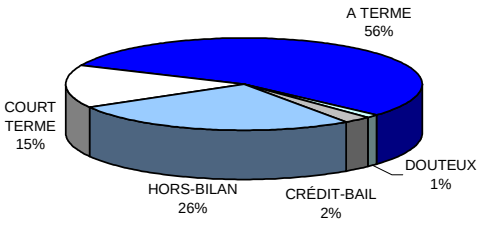


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP

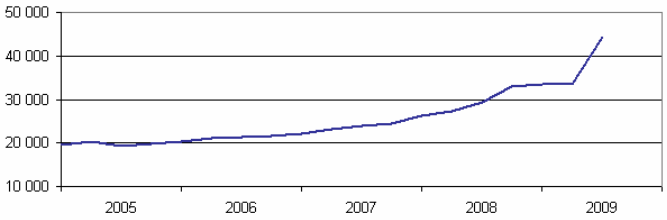


Structure en %

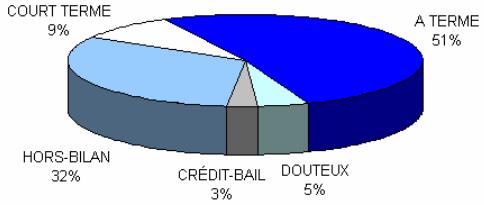


BTP

Encours en millions de F CFP

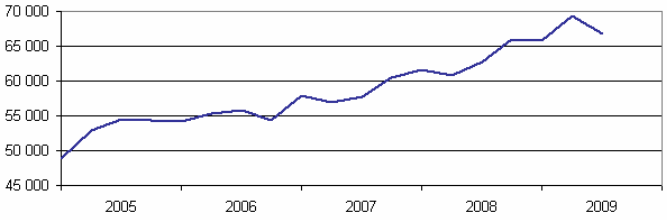


Structure en %

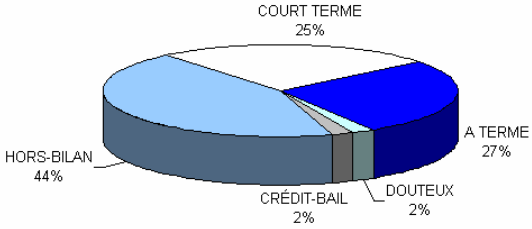


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

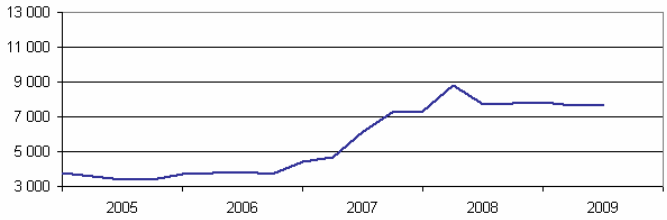


Structure en %

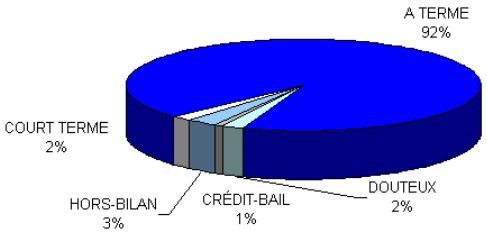


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

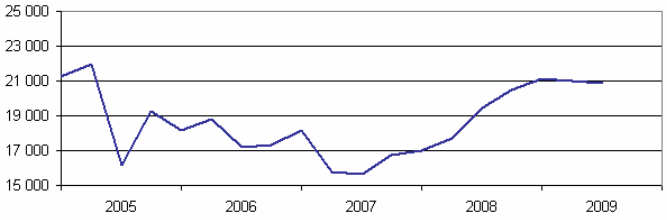


Structure en %

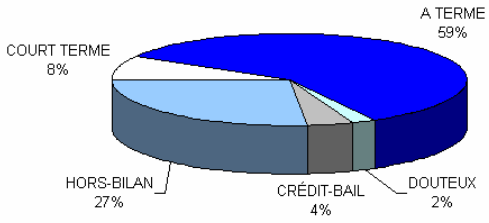


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

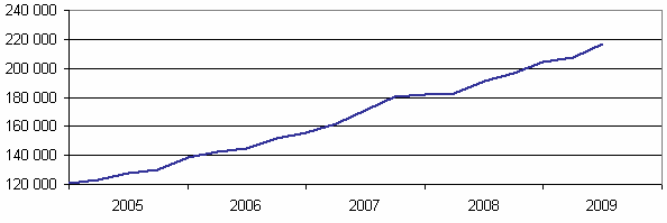


Structure en %

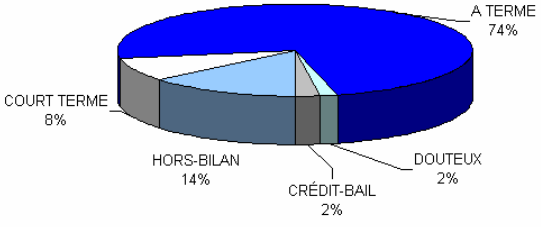


SERVICES

Encours en millions de F CFP



Structure en %

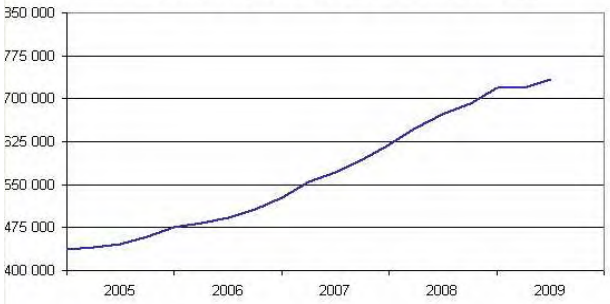


5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

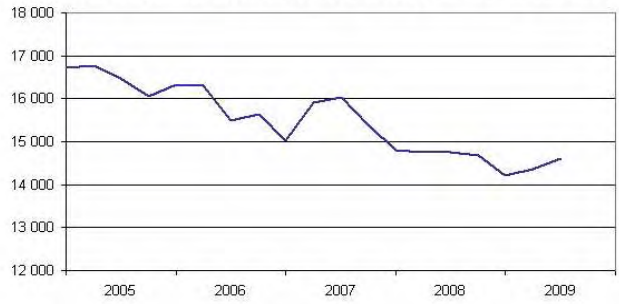
Les indicateurs globaux (source : BAFI)

Ensemble des établissements de crédit

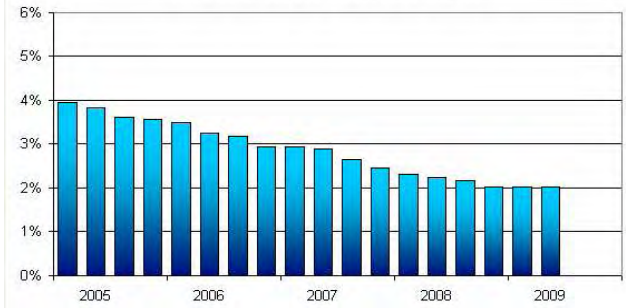
Encours de crédits bruts (en millions de F. CFP)



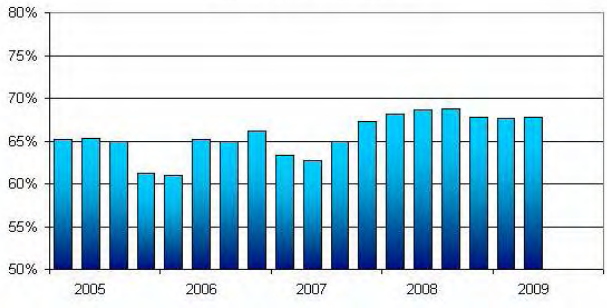
Encours des créances douteuses brutes (en millions de F. CFP)



Taux de créances douteuses brutes



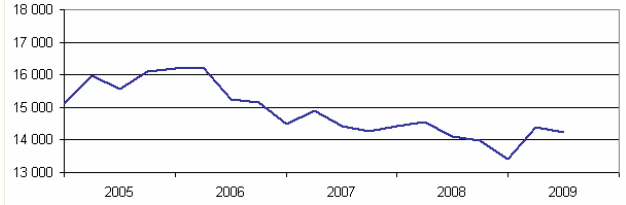
Taux de provisionnement



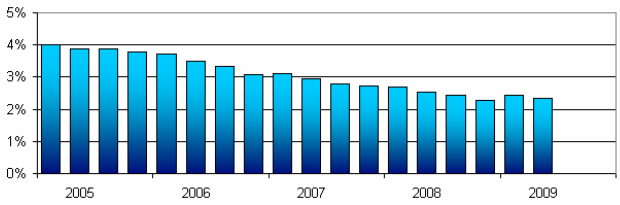
Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



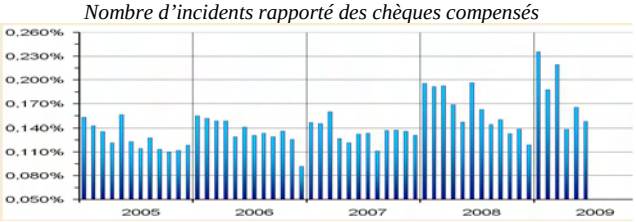
Incidents de paiement sur chèques

(en unité)

Source : IEOM

Taux de risque sur paiement sur chèques

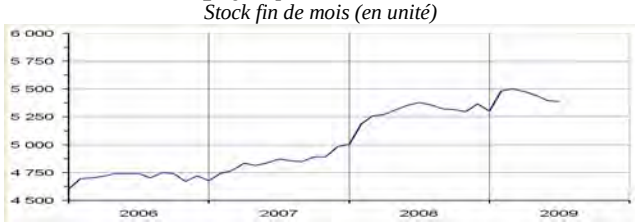
Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

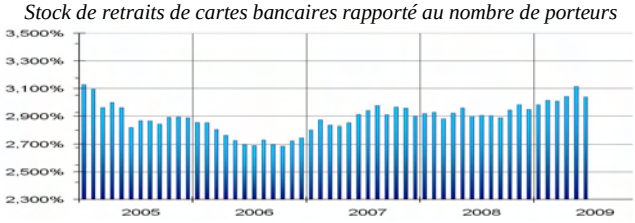
Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires

Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs

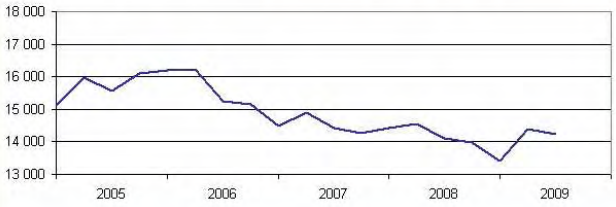


Source : IEOM

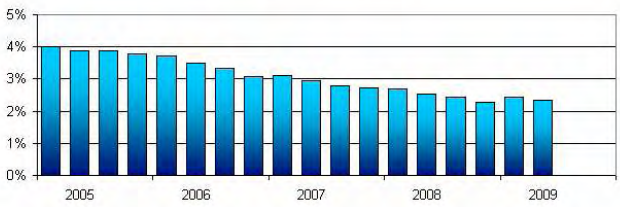
Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

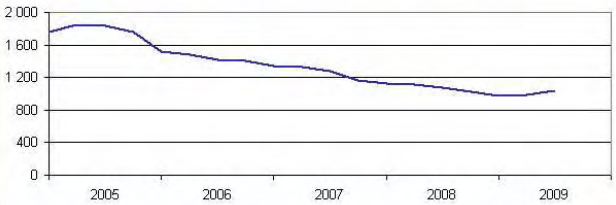


Taux de créances douteuses

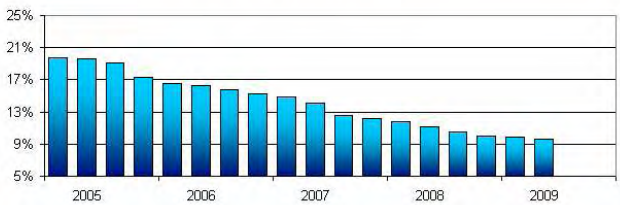


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

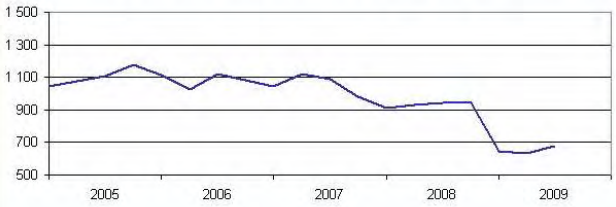


Taux de créances douteuses

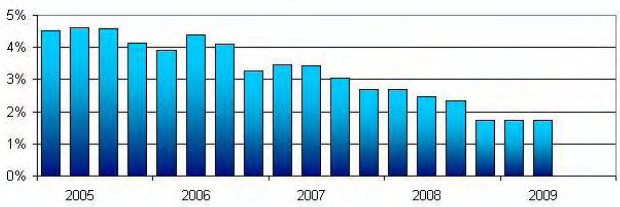


INDUSTRIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

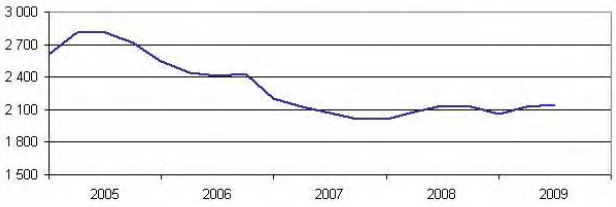


Taux de créances douteuses

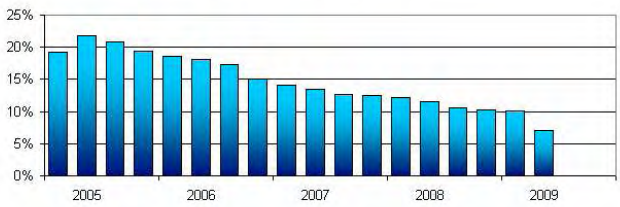


BTP

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

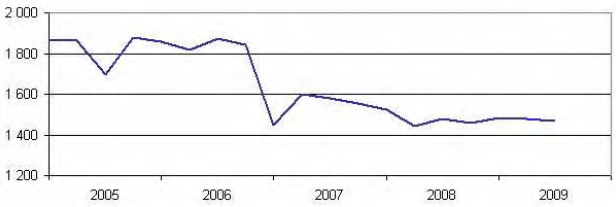


Taux de créances douteuses

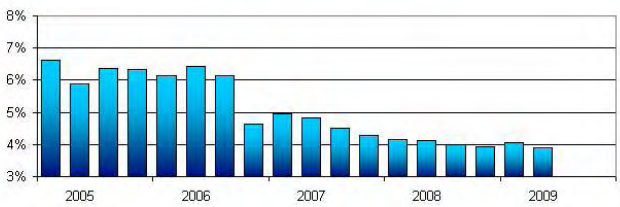


COMMERCE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

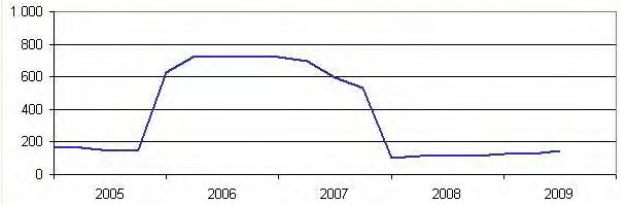


Taux de créances douteuses

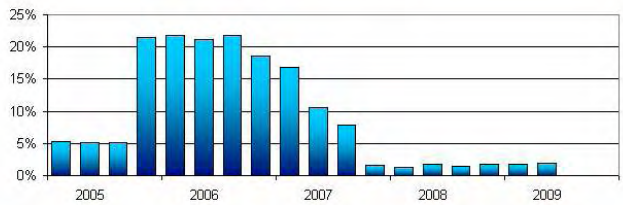


HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

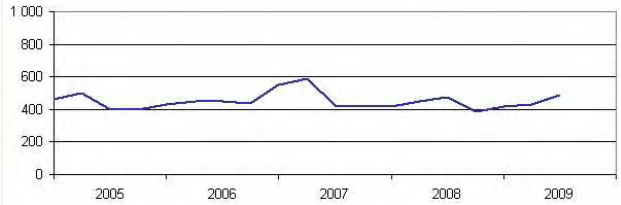


Taux de créances douteuses

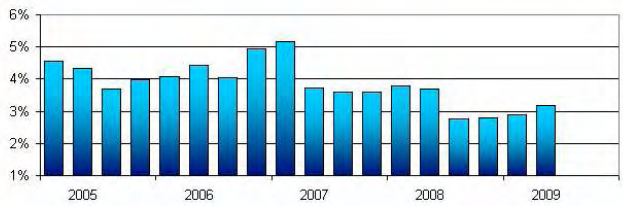


TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

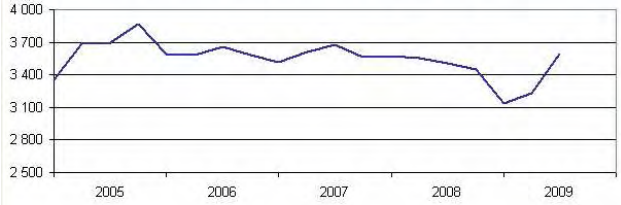


Taux de créances douteuses

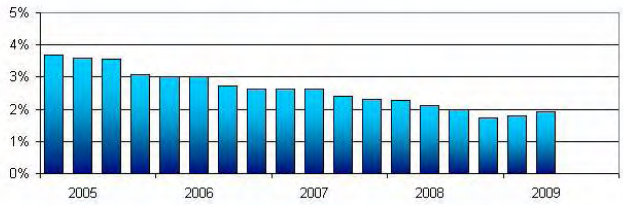


SERVICES

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

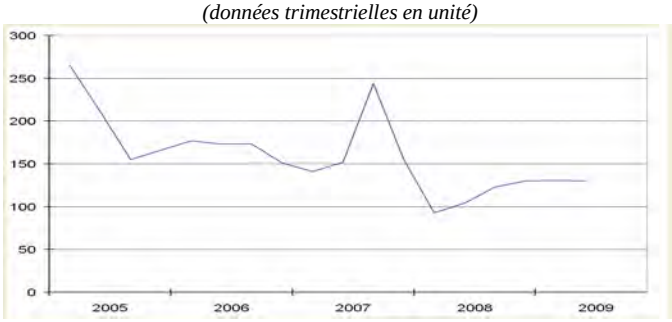


Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur effets

(données trimestrielles en unité)

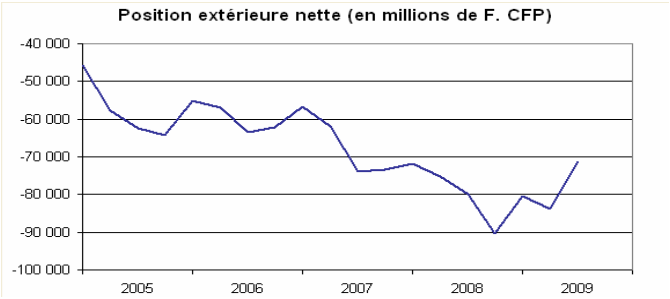


Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Emplois	**328 102**	**369 751**	**407 662**	**458 993**	**520 369**	**538 296**	**555 208**	**553 831**	**564 070**	**1,8%**	**8,4%**
Excédent des opérations diverses des EC	0	3 109	0	0	1 492	0	0	0	0		-100,0%
Crédits bruts	319 073	355 384	395 109	443 733	502 903	523 356	537 161	534 803	546 704	2,2%	8,7%
Réserves obligatoires et libres	9 029	11 258	12 553	15 260	15 974	14 940	18 047	19 028	17 366	-8,7%	8,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	**328 102**	**369 751**	**407 662**	**458 993**	**520 369**	**538 296**	**555 208**	**553 831**	**564 070**	**1,8%**	**8,4%**
Dépôts collectés (- encaisses)	221 656	251 448	281 418	319 032	369 939	367 816	392 261	390 178	394 964	1,2%	6,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	43 055	45 701	49 137	51 747	57 808	57 537	57 132	57 484	59 690	3,8%	3,3%
Excédent des opérations diverses des EC	6 614	0	5 066	4 711	0	6 270	8 013	4 270	12 056	182,3%	
Réescompte	9 082	10 089	8 635	9 553	12 774	16 332	17 317	17 984	18 425	2,5%	44,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	47 695	62 513	63 406	73 950	79 848	90 341	80 485	83 915	78 935	-5,9%	-1,1%

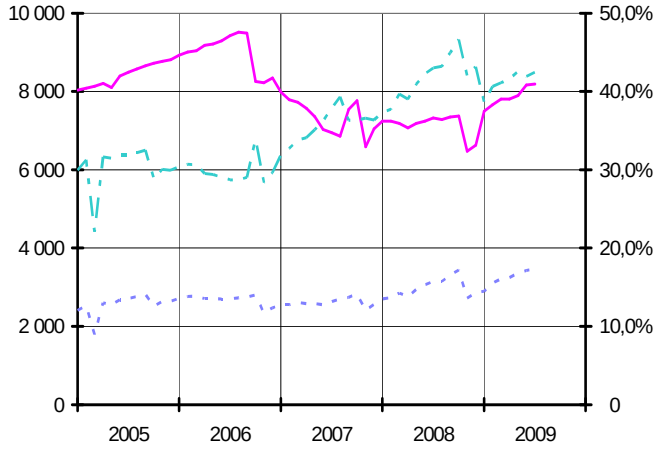


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	7 602	8 491	9 422	6 943	7 322	7 375	7 495	7 808	8 186	**4,8%**	**11,8%**
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 546	2 710	2 706	2 628	3 148	3 439	2 894	3 247	3 476	7,1%	10,4%
Taux	33%	32%	29%	38%	43%	47%	39%	42%	42%	0 pt	-1 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	**11 236**	**10 089**	**8 634**	**9 554**	**12 774**	**16 332**	**17 317**	**18 727**	**18 425**	**-1,6%**	**44,2%**
Entreprises	10 116	10 070	8 622	9 358	12 697	16 274	17 274	18 697	18 404	-1,6%	44,9%
Paticuliers	1 120	19	12	196	77	58	43	30	21	-30,0%	ns

Cotation des entreprises

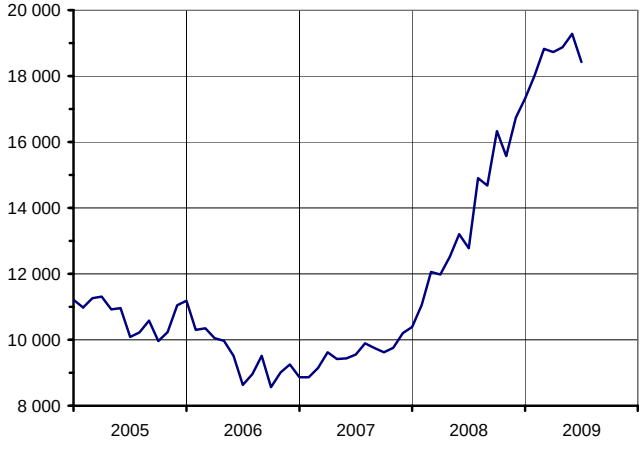
Nombre d'entreprises cotée s
Nombre d'entreprises cotées et rééligibles
Taux d'éligibilité



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Source : IEOM

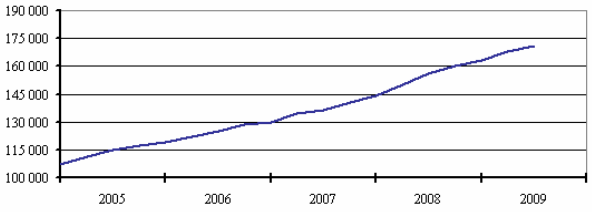
7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

Monétique	juin-04	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	Variations 1 trim	Variations 1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	102 860	114 696	125 307	136 557	155 806	160 096	163 219	168 180	171 110	1,7%	9,8%
Carte Bleue	*61 103*	*70 102*	*74 587*	*79 156*	*86 602*	*88 427*	*89 189*	*90 624*	*92 875*	2,5%	7,2%
Carte Jade	*22 160*	*23 258*	*25 578*	*28 244*	*31 586*	*31 664*	*32 788*	*33 616*	*33 975*	1,1%	7,6%
Cartes privatives	*19 597*	*21 336*	*25 142*	*29 157*	*37 618*	*40 005*	*41 242*	*43 940*	*44 260*	0,7%	17,7%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	1 937	2 022	2 438	2 532	2 762	2 878	2 850	2 890	2 952	2,1%	6,9%
Nombre de transactions	1 035 379	1 154 488	1 300 147	1 414 562	1 574 253	1 654 796	1 822 567	1 822 078	1 703 557	-6,5%	8,2%
Montant (milliers de XPF)	9 133 243	10 071 307	11 259 371	12 295 523	13 969 970	14 814 638	16 669 111	15 834 969	14 528 458	-8,3%	4,0%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-2,3%	-4,5%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	183	155	246	219	45	44	44	39	31	-20,5%	-31,1%
Nombre de transactions	4 247	4 230	4 157	4 590	3 891	3 996	4 315	5 846	4 330	-25,9%	11,3%
Montant (milliers de XPF)	107 359	115 961	109 571	108 348	99 724	126 030	123 767	150 186	121 379	-19,2%	21,7%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	25	27	26	24	26	32	29	26	28	8,9%	9,4%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	99	102	120	141	161	164	164	166	167	0,6%	3,7%
Nombre de retraits	798 341	879 794	1 016 613	1 209 459	1 468 829	1 548 228	1 601 145	1 486 151	1 582 260	6,5%	7,7%
Montant (milliers de XPF)	6 927 213	7 926 670	9 530 112	11 673 463	15 470 655	16 170 393	17 829 433	15 230 102	16 602 913	9,0%	7,3%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	9	10	11	10	11	10	11	2,9%	0,0%

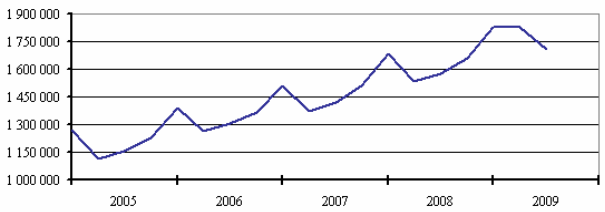
* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



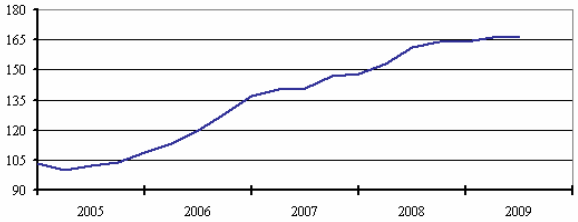
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



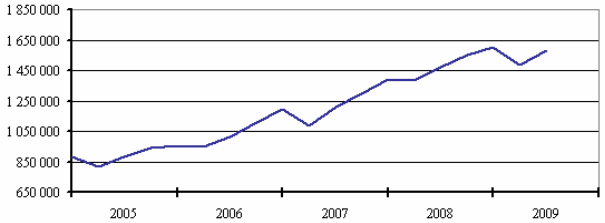
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

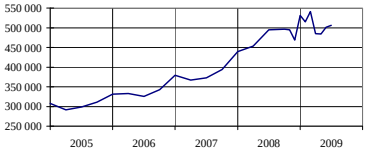


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	Variations 1 trim	Variations 1 an
En nombre	**4 172 552**	**4 463 926**	**4 596 767**	**4 861 898**	**4 991 461**	**5 117 235**	**4 777 357**	**4 907 738**	**2,7%**	**0,9%**
Chèques	2 854 500	2 990 956	3 023 080	3 110 210	3 197 934	3 309 713	2 984 124	3 080 019	3,2%	-1,0%
Virements	756 513	829 595	867 537	970 936	978 025	1 023 173	934 546	989 905	5,9%	2,0%
Effets	4 660	4 114	3 735	3 282	3 383	3 328	3 112	3 058	-1,7%	-6,8%
Autres	556 879	639 261	702 415	777 470	812 119	781 021	855 575	834 756	-2,4%	7,4%
En millions de F CFP	**299 096**	**326 081**	**372 977**	**494 840**	**496 109**	**531 533**	**484 933**	**506 233**	**4,4%**	**2,3%**
Chèques	148 128	158 185	187 439	256 455	247 761	249 154	242 121	240 269	-0,8%	-6,3%
Virements	129 648	145 527	161 345	212 034	220 122	254 468	214 196	238 063	11,1%	12,3%
Effets	8 046	7 595	7 673	7 359	8 080	7 929	7 814	8 004	2,4%	8,8%
Autres	13 274	14 774	16 520	18 992	20 146	19 982	20 802	19 897	-4,4%	4,8%

Compensation des échanges de valeurs *(en millions de F CFP)*



Source : IEOM

8. Rappel des taux

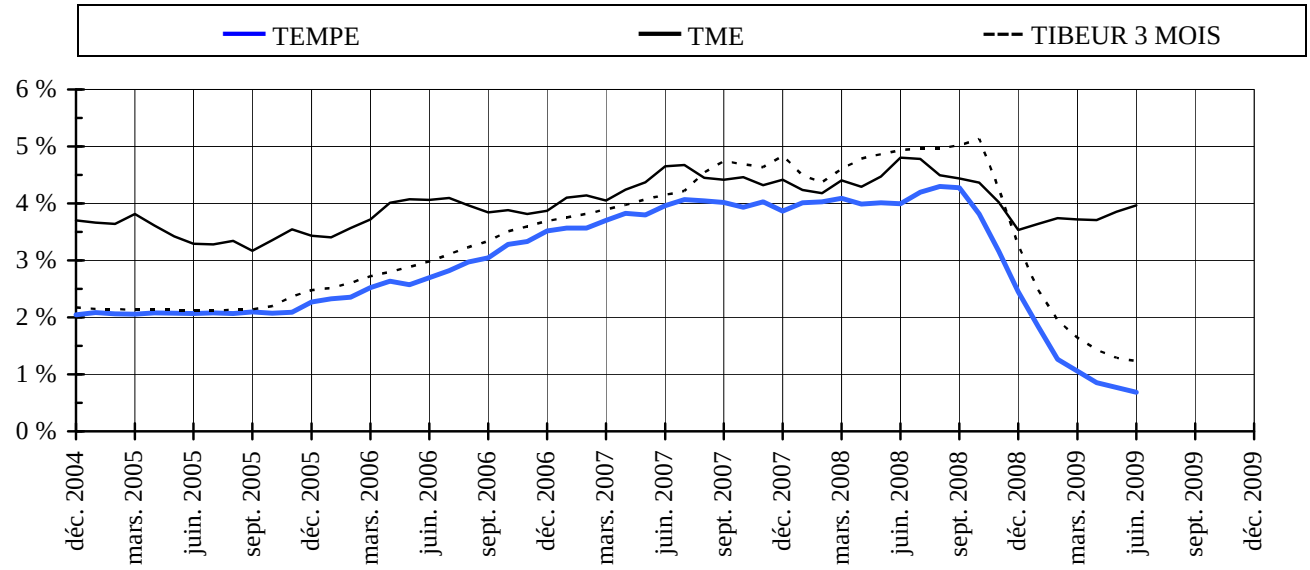
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	**Année 2009**
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	**3,79 %**

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au loger	01/08/1996	3,00%	6,15% à 6,60% (Taux SGFGAS à partir du 01/08/2009
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)
TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)
TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	**3ème Trim. 2009**
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,36 %	7,80 %	7,83 %	**7,01**
- Prêts à taux variable	7,46 %	7,80 %	7,93 %	**7,03**
- Prêts à taux relais	7,53 %	7,72 %	8,05 %	**7,03**
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,09 %	21,32 %	21,36 %	**21,59**
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,72 %	21,11 %	20,92 %	**20,63**
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,77 %	9,92 %	10,04 %	**9,43**

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	**3ème Trim. 2009**
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,35 %	11,51 %	11,69 %	**11,67 %**
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,24 %	9,04 %	7,85 %	**6,43 %**
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,15 %	8,56 %	8,07 %	**7,19 %**
- Découverts en compte (2)	14,17 %	14,55 %	14,13 %	**13,45 %**
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,27 %	10,45 %	8,05 %	**6,72 %**

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	**3ème Trim. 2009**
- Découverts en compte (3)	14,17 %	14,55 %	14,13 %	**13,45 %**

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

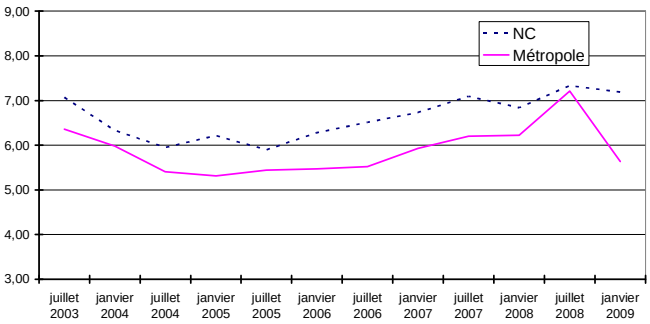
LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2007	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	*Variations en points*	
						sur 12 mois	*sur 6 mois*
Prêts immobiliers.....	4,86%	5,05%	5,12%	5,43%	5,83%	0,71 pt	0,40 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	11,65%	11,86%	10,51%	14,83%	18,50%	7,99 pt	3,67 pt
Découverts.....	10,33%	9,49%	10,60%	9,69%	10,94%	0,34 pt	1,25 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,55%	6,81%	7,09%	7,51%	7,77%	0,68 pt	0,26 pt
TMPG.....	**6,23%**	**6,27%**	**6,36%**	**6,58%**	**7,08%**	**0,72 pt**	**0,50 pt**
Déclarations (en nb).....	3 450	4 514	4 863	4 569	3 891	- 20,0%	- 14,8%

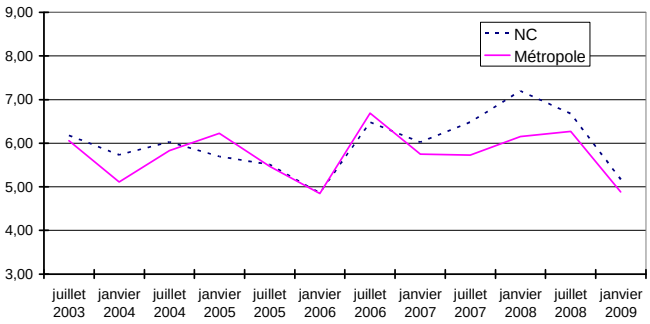
LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2007	Enquête de juillet/août 2007	Enquête de janvier/février 2008	Enquête de juillet/août 2008	Enquête de janvier/février 2009	*Variations en points*	
						sur 12 mois	*sur 6 mois*
Escompte.....	6,73%	7,10%	6,84%	7,33%	7,19%	0,35 pt	-0,14 pt
Découvert.....	6,02%	6,49%	7,20%	6,68%	5,17%	-2,03 pt	-1,51 pt
Autres court terme.....	6,31%	6,95%	6,06%	6,29%	4,91%	-1,15 pt	-1,38 pt
Ensemble court terme.....	**6,30%**	**6,70%**	**7,05%**	**6,88%**	**5,85%**	**-1,20 pt**	**-1,03 pt**
Moyen et long terme.....	**5,35%**	**5,52%**	**5,83%**	**5,86%**	**5,40%**	**-0,43 pt**	**-0,46 pt**
TMPG.....	**5,97%**	**6,27%**	**6,57%**	**6,49%**	**5,67%**	-0,90 pt	-0,82 pt
Déclarations (en nb).....	1 770	2 157	2 114	2 099	1 789	- 15,4%	-100,0%

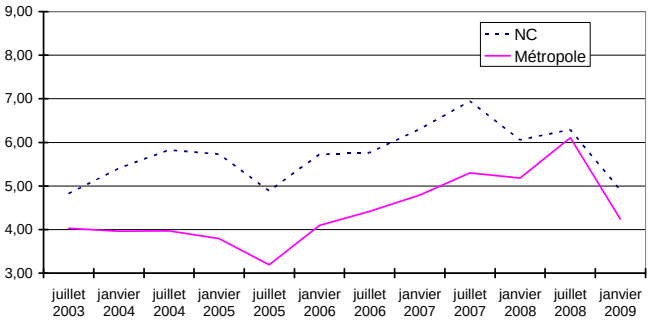
Evolution du coût moyen pondéré
de l'escompte aux entreprises



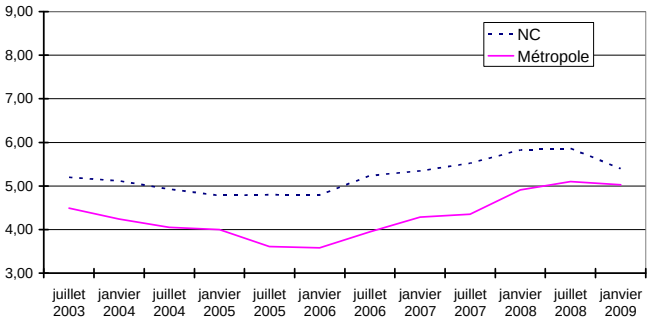
Evolution du coût moyen pondéré
du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré
des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré
des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

*Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).*

*L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.*

*Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.*

*Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.*

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

*Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).*

*Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.*

*Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.*

*Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.*

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	***Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)***
Agriculture, Élevage, Pêche	*01 à 05*
Industrie	*10 à 41*
BTP	*45*
Commerce	*50 à 52 sauf 502Z*
Hôtellerie	*551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D*
Transport et communications	*60 à 64*
Services	*551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95*
Divers (essentiellement des administrations publiques)	*75 et 99*

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 28 août 2009
Dépôt légal : août 2009 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège

IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr

Coordonnées des agences

Agence de la Nouvelle-Calédonie

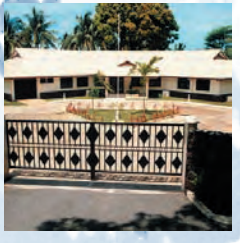
19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53

Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03